



CARTES SUR TABLE

Dix mythes à déconstruire sur les causes de la crise alimentaire mondiale

www.oxfam.org



OXFAM

Notre système alimentaire mondial inégalitaire n'est viable ni pour les populations ni pour la planète. Nous devons de toute urgence repenser la manière dont le monde nourrit ses habitant·es.

La crise alimentaire à laquelle nous sommes confronté·es n'est pas nouvelle. Inégalités et pauvreté extrêmes, violations des droits, conflits, changement climatique et inflation, exacerbés par la pandémie et la guerre en Ukraine, plongent des centaines de millions de personnes dans une situation où elles ne mangent pas à leur faim. Alors même que des millions de personnes peinent à trouver quoi mettre dans leur assiette pour leur prochain repas, les plus grands négociants mondiaux de matières premières agricoles réalisent des bénéfiques records et voient leur richesse collective augmenter par milliards.

Le présent rapport déconstruit 10 mythes concernant notre système alimentaire et propose une autre analyse, ambitionnant de meilleurs résultats sur le long terme.

Nous devons abandonner notre système alimentaire actuel et son modèle industriel fondé sur l'exploitation et l'extraction, au profit d'un modèle local et durable qui contribue à la résilience climatique et à la réalisation du droit à l'alimentation, en réduisant les inégalités et la pauvreté.

© Oxfam International, septembre 2022

Ce document a été rédigé par Marc Cohen, Guillaume Compain, Thierry Kesteloot, Madelon Meijer, Eric Munoz, Simon Murtagh, Hanna Saarinen et Nout van der Vaart. Oxfam remercie Pauline Chetcuti, Max Lawson et Mathew Truscott pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de rapports visant à alimenter le débat public autour des questions de politique humanitaire et de développement.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. E-mail : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-941-7 en septembre 2022. DOI : 10.21201/2022.9394

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard) et relu par Morgane Menichini, Barbara Scottu et Guillaume Compain.

Photo de couverture : Idrissa Ouedraogo est un agriculteur de la région du Centre-Nord du Burkina Faso. Ses cultures de millet, de maïs et de haricots ont séché par manque de précipitations, et ses bêtes n'ont plus rien à brouter. Il y a quelques années, il pouvait vendre ses récoltes et utiliser les recettes pour envoyer ses enfants à l'école et leur payer des soins médicaux. Mais aujourd'hui, ses revenus ne suffisent plus. Crédit photo : Cissé Amadou/Oxfam.

RÉSUMÉ

Le système alimentaire mondial actuel n'est viable ni pour les populations ni pour la planète. Il est urgent de repenser la manière dont le monde nourrit ses habitant-es. Nous ne résoudrons pas la crise alimentaire mondiale, qui sévit de longue date et a été aggravée par la guerre en Ukraine, avec les approches politiques qui l'ont créée. En raison d'un cocktail funeste associant inégalités extrêmes, pauvreté, violations des droits humains, conflits, changement climatique et forte inflation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, amplifié par la guerre en Ukraine et la pandémie de COVID-19, des centaines de millions de personnes n'ont déjà pas assez à manger. Les effets de la guerre en Ukraine devraient plonger 47 millions de personnes supplémentaires dans une situation de faim aiguë¹. On estime qu'une personne meurt de faim toutes les 48 secondes en Éthiopie, au Kenya et en Somalie, pays d'Afrique de l'Est ravagés par la sécheresse, faute d'actions suffisantes pour empêcher l'escalade de la crise de la faim². La faim gagne également du terrain dans les pays riches. Aux États-Unis, le taux de personnes qui ne mangent pas à leur faim est passé de 7,8 % en août 2021 à 11,2 % en avril 2022³.

Alors même que des millions de personnes peinent à trouver quoi mettre dans leur assiette pour leur prochain repas, les plus grands négociants mondiaux de matières premières agricoles réalisent des bénéfiques records, et les milliardaires impliqué-es dans le secteur de l'alimentation et de l'agroalimentaire ont vu leur richesse collective augmenter de 382 milliards de dollars (45 %) au cours des deux dernières années, avec 62 nouveaux milliardaires de l'alimentation depuis le début de la pandémie de COVID-19⁴.

Le monde dispose des outils nécessaires pour anticiper et répondre à cette aggravation de la faim, mais continue de choisir de ne pas agir aussi rapidement et sérieusement que la crise l'exige. Il convient de recadrer les débats actuels sur l'alimentation et la faim pour promouvoir un changement réel et profond vers un système alimentaire juste. Il s'agit d'abandonner le modèle industriel fondé sur l'exploitation et l'extraction au profit d'un modèle local et durable qui contribue à la résilience climatique et à la réalisation du droit à l'alimentation, tout en réduisant les inégalités et la pauvreté.

Ce document met en évidence 10 domaines dans lesquels un recadrage du discours est nécessaire. Il fait la lumière sur 10 mythes à déconstruire, en expliquant en quoi le discours actuel est erroné (ou lacunaire), et propose une autre analyse, ambitionnant de meilleurs résultats et des solutions de long terme. Ce recadrage s'articule comme suit :

1. La crise alimentaire à laquelle le monde est actuellement confronté est aggravée par la guerre en Ukraine mais elle n'est pas nouvelle. L'impact de la guerre vient s'ajouter à une défaillance de longue date du système alimentaire mondial.
2. Tout le monde n'est pas perdant dans la situation actuelle. Bien qu'elle ait plongé des millions de personnes dans la faim, la crise a également fait des gagnant-es : les milliardaires de l'alimentation et les puissantes entreprises et grands négociants du secteur alimentaire capables de tirer profit du système actuel.
3. Les niveaux élevés de la faim ne découlent pas d'un manque de nourriture ; les agriculteurs et agricultrices produisent plus qu'assez pour nourrir le monde entier. Malgré des récoltes suffisantes et des niveaux corrects de réserves alimentaires, la faim gagne du terrain depuis 2017⁵. Le problème réside davantage dans la répartition et dans le fait que la nourriture est inaccessible ou inabordable.
4. La solution pour lutter contre la faim n'est pas d'augmenter la production quels qu'en soient les coûts environnementaux, comme le proposent bon nombre de partisan-es de l'agriculture industrielle. Il s'agit d'assurer une répartition plus équitable et de s'attaquer aux demandes non soutenables qui font grimper les prix des denrées alimentaires et poussent à exploiter les terres agricoles à d'autres fins que la production alimentaire, comme la production d'agrocarburants.
5. Dans la lutte contre la faim, la réponse ne réside pas dans les chaînes de valeur mondiales. Il s'agit plutôt de soutenir la production alimentaire locale. Comme l'a montré la guerre en Ukraine, la

dépendance excessive à l'égard des chaînes de valeur mondiales est source de très grandes vulnérabilités, car de nombreux pays à faible revenu sont tributaires d'une poignée de grands pays producteurs agricoles pour nourrir leur population.

6. Une plus grande connexion avec les marchés mondiaux, les acteurs financiers ainsi que la libéralisation des échanges ne permettra pas de réparer le système alimentaire mondial aujourd'hui défaillant. Nous devons en réalité mieux réguler les marchés et créer des règles commerciales plus équitables et plus souples pour les pays à faible revenu, afin de leur permettre de mettre en place des systèmes alimentaires locaux plus solides.
7. L'attention portée aux questions de genre et aux droits des femmes n'est pas en contradiction avec les efforts de production veillant à ce que chacun-e ait suffisamment à manger. Il ne saurait y avoir de solution durable à la faim sans justice entre les genres et sans renforcement des droits des femmes. Trop peu d'actions concrètes sont actuellement menées pour faire des droits et des intérêts des femmes une priorité.
8. La réponse à la double crise du changement climatique et de la faim ne nécessitera pas de solutions de haute technologie dans le secteur agricole. Une multitude d'approches pratiques existent déjà. L'adoption de principes agroécologiques est une démarche contribuant clairement à renforcer la résilience locale et à soutenir les agriculteurs et agricultrices.
9. La faim n'est pas une conséquence inévitable des conflits et des guerres. Même en cas de conflit, il existe un droit à l'alimentation. Des solutions pour briser le cycle mortel entre conflit et faim existent et doivent être mises en avant, et nous devons œuvrer pour la paix comme partie intégrante de la lutte contre la faim.
10. Il y a suffisamment de ressources financières pour répondre aux différentes crises à travers le monde. Les grandes sociétés et les dynasties de milliardaires qui contrôlent une grande partie du système alimentaire enregistrent une forte hausse de leurs bénéfices. Taxer les richesses extrêmes et les bénéfices excessifs des entreprises serait un bon moyen pour fournir des fonds aux gouvernements afin de réduire la pauvreté, les inégalités et la faim.

RECOMMANDATIONS

Il est temps de bâtir un système alimentaire mondial plus égalitaire et durable sur le long terme, dans lequel personne ne souffrira de la faim. Oxfam formule les recommandations suivantes pour commencer à s'attaquer aux inégalités systémiques du système alimentaire actuel :

- Pour juguler sans délai l'inflation des prix des denrées alimentaires et garantir à toutes et tous l'accès à une alimentation abordable, les États doivent de toute urgence mettre en œuvre une fiscalité progressive et utiliser les recettes correspondantes pour investir dans des mesures puissantes et éprouvées qui réduisent les inégalités, telles que des régimes de protection sociale universelle. Les mécanismes de protection sociale ciblant les personnes et l'accès à la nourriture doivent être renforcés dans tous les pays.
- Les États, les bailleurs et les entreprises alimentaires doivent rééquilibrer les rapports de force dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire et veiller au respect des droits des agriculteurs et agricultrices et des travailleurs et travailleuses qui produisent nos aliments. Il convient de soutenir davantage ces personnes afin de renforcer le poids de la production alimentaire locale et nationale durable. Cela permettrait de réduire la dépendance vis-à-vis des marchés internationaux, qui expose les pays aux ruptures d'approvisionnement et aux fluctuations de prix. Il est essentiel d'aider les paysans et paysannes des pays à faible revenu à avoir un meilleur accès aux financements, aux infrastructures, aux intrants et aux marchés et de protéger leurs droits fonciers.
- Étant donné qu'il n'y a pas de pénurie de denrées alimentaires dans le monde mais un problème de répartition inégale de la nourriture abordable, augmenter la production agricole n'est pas la solution. Nous devons plutôt nous attaquer à l'exploitation non durable des terres agricoles, par exemple pour

la production d'agrocarburants. Les pays riches doivent revoir leurs politiques non durables en matière d'agrocarburants. Les subventions et les exonérations fiscales qui incitent à détourner la production agricole vers la production de carburant doivent être supprimées.

- Les règles du commerce international (souvent négociées pour bénéficier aux agriculteurs et agricultrices des pays riches et les protéger) doivent faire l'objet d'une refonte, avec une plus grande marge de manœuvre pour les pays à faible revenu et déficit vivrier, afin qu'ils puissent ajuster leurs niveaux d'importations et d'exportations alimentaires et investir dans la production alimentaire nationale. Les marchés des denrées alimentaires de base doivent être réglementés de manière plus stricte et leur transparence doit être renforcée, notamment en améliorant les données disponibles sur les niveaux des réserves alimentaires. Il faut soutenir le développement de réserves alimentaires stratégiques, étant donné le rôle que les stocks peuvent jouer pour amortir les impacts des crises alimentaires. De nouvelles règles doivent également être mises en œuvre pour empêcher toute spéculation financière excessive d'alimenter la volatilité des prix alimentaires. Ce sont autant de réformes structurelles essentielles dans la perspective de donner lieu à un système alimentaire durable et résilient.
- Enfin, la faim ne saurait être éradiquée durablement sans justice entre les genres. Des mesures réelles et radicales doivent être prises en matière de droits des femmes si nous voulons éliminer la faim et les inégalités qui la sous-tendent. Trop peu d'actions concrètes sont actuellement menées pour faire des droits et des intérêts des femmes une priorité. Il faut adopter des politiques publiques qui facilitent l'accès des femmes aux intrants, aux ressources et aux services, et qui garantissent leurs droits fonciers.

MYTHE 1

LE MONDE EST CONFRONTE A UNE NOUVELLE CRISE ALIMENTAIRE PROVOQUEE PAR LA GUERRE EN UKRAINE.

REALITE

LES PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES ETAIENT DEJA EN FORTE HAUSSE BIEN AVANT QUE LA GUERRE N'ECLATE. LA GUERRE EN UKRAINE VIENT S'AJOUTER A UNE CRISE SYSTEMIQUE EXISTANTE, METTANT EN EVIDENCE LA DEFAILLANCE DE NOTRE SYSTEME ALIMENTAIRE.

Si la crise ukrainienne a eu un fort impact négatif sur les prix des denrées alimentaires dans le monde et a provoqué une volatilité extrême, ces prix connaissaient déjà une augmentation rapide depuis de nombreux mois avant la guerre. Par exemple, entre avril 2020 et décembre 2021, les prix du blé ont augmenté de 80 %⁶. Avant le début de la guerre, on estimait déjà à 828 millions le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde, soit près d'un dixième de la population mondiale⁷.

Si l'impact négatif de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale est important, ce à quoi le monde est confronté aujourd'hui n'est pas une nouvelle crise, mais vient s'ajouter aux défaillances de longue date du système alimentaire mondial. Le changement climatique, les difficultés économiques, les inégalités économiques, sociales et de genre, les conflits internes et externes en cours dans le monde et la pandémie de COVID-19 viennent encore fragiliser ce système. Son organisation est extrêmement dispendieuse et inefficace. Il est extractif, mal réglementé et largement concentré entre les mains de quelques entreprises privées et d'une poignée de personnes richissimes, ce qui le rend profondément insoutenable pour les populations et pour la planète.

L'objectif devrait être, en utilisant tous les outils politiques et économiques à notre disposition, de juguler sans délai l'inflation des prix des denrées alimentaires et de saisir l'occasion pour bâtir un système alimentaire mondial plus égalitaire et durable dans lequel personne ne souffrira de la faim. Pour ce faire, il convient de soutenir les gouvernements nationaux, les agriculteurs et agricultrices et les travailleurs et travailleuses agricoles et alimentaires par le biais d'investissements à long terme visant à donner plus de poids à une production alimentaire nationale durable.

Partout dans le monde, les populations sont confrontées à de fortes augmentations des prix des denrées alimentaires pour la troisième fois en 15 ans, après les crises des prix alimentaires de 2007-2008 et 2011. L'inaction ou la répétition des erreurs du passé ne sont pas envisageables face à la faim et à la malnutrition. Au lieu de proposer des solutions élitistes et du plâtre sur une jambe de bois, nous devons nous attaquer aux causes profondes de notre système alimentaire mondial défaillant. Nous ne saurions éradiquer la faim sans nous attaquer à la crise climatique, à l'érosion de la biodiversité agricole ou aux profondes inégalités au sein de la société. Si nous ne mettons pas les droits et les besoins des paysan·nes et des travailleurs et travailleuses agricoles et alimentaires au cœur de la transformation de notre système alimentaire mondial, toute réponse ne fera qu'aggraver les inégalités et la faim.

Les paysan·nes qui sont en première ligne de la production alimentaire mondiale sont trop souvent négligé·es. Cela inclut le travail non rémunéré des membres de la famille et des femmes. Les petites exploitations familiales assurent plus de 70 % de l'approvisionnement alimentaire⁸ en Asie et en Afrique subsaharienne. Il a été démontré que l'investissement dans l'agriculture à petite échelle est le moyen le plus efficace de réduire la faim et la pauvreté⁹. Malgré cela, les investissements dans ce type d'agriculture sont depuis longtemps insuffisants. Cela est manifeste dans les budgets des bailleurs, où la part de l'aide allouée au secteur de l'alimentation et de l'agriculture stagne à une moyenne de 12 milliards de dollars par an¹⁰. S'ils comptent vraiment contribuer à l'objectif d'éradiquer la faim et de doubler les revenus de 545 millions de paysan·nes, les gouvernements donateurs doivent débloquer 14 milliards de dollars supplémentaires par an pendant 10 ans¹¹. En Afrique, seuls quatre des 55 États membres de l'Union africaine respectent l'engagement pris à Malabo de consacrer au moins 10 % de leur budget national à

l'agriculture¹². En 2021, les dépenses consacrées à l'agriculture en Afrique n'étaient en moyenne que de 4,1 %, et l'on ignore quelle part de ces dépenses a atteint les exploitations paysannes¹³. Si les paysans et paysannes avaient un meilleur accès aux terres, aux financements, aux infrastructures et aux marchés, et si leurs droits étaient protégés, ils et elles pourraient réduire considérablement la pauvreté et la faim.

Les travailleurs et travailleuses agricoles et alimentaires des chaînes d'approvisionnement mondiales, dont beaucoup sont des femmes, sont un autre groupe clé en première ligne de la production alimentaire. Ils et elles constituent l'armée invisible qui approvisionne les supermarchés des pays riches en nourriture. Ils et elles continuent de toucher des salaires de misère¹⁴ et restent confronté-es à de mauvaises conditions de travail, à l'absence de liberté d'association et de négociation collective, à la discrimination basée sur le genre, au harcèlement sexuel et à la violence basée sur le genre sur le lieu de travail, ainsi qu'à la précarité de l'emploi, la pandémie de COVID-19 ne faisant qu'aggraver leur situation. Trop souvent, les personnes dont le travail consiste à produire la nourriture des autres ont elles-mêmes faim. Le contraste est saisissant avec le secteur des supermarchés et les sociétés de négoce agricole, grands gagnants de la pandémie grâce à leurs bénéfices élevés¹⁵.

Les États, les bailleurs et les entreprises alimentaires doivent rééquilibrer les rapports de force dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire et veiller au respect des droits des paysan-nes et des travailleurs et travailleuses qui produisent nos aliments.

Encadré 1 : La pire crise alimentaire depuis une génération. Des millions de personnes menacées de famine.

Avec 27 millions de personnes souffrant de la faim, l'Afrique de l'Ouest est actuellement confrontée à la pire crise alimentaire de la décennie¹⁶. En l'absence de mesures urgentes, ce chiffre pourrait atteindre le niveau sans précédent de 38 millions de personnes.

On estime qu'une personne meurt de faim¹⁷ toutes les 48 secondes en Éthiopie, au Kenya et en Somalie, pays d'Afrique de l'Est ravagés par la sécheresse, faute d'actions suffisantes et assez rapides pour empêcher l'escalade de la crise de la faim. Le déficit pluviométrique de la dernière saison des pluies dans ces trois pays a été le plus grave depuis au moins 70 ans¹⁸.

Au Yémen et en Syrie, des conflits prolongés ont anéanti les moyens de subsistance des populations. Au Yémen, plus de 17 millions de personnes (plus de la moitié de la population) n'ont pas assez à manger et certaines zones du pays connaissent des conditions proches de la famine. En Syrie, six personnes sur dix¹⁹ (12,4 millions de personnes) peinent à trouver de quoi mettre sur la table. Cela pousse de nombreuses familles à recourir à des mesures extrêmes pour s'en sortir²⁰, notamment en s'endettant pour acheter de la nourriture, en retirant les enfants de l'école pour les faire travailler et en réduisant le nombre de repas pris par jour. Le mariage des jeunes filles pour qu'il y ait une bouche de moins à nourrir vient s'ajouter aux stratégies d'adaptation négatives.

À travers le monde, 193 millions de personnes sont déjà confrontées à une faim aiguë (IPC 3²¹ ou plus) du fait des vulnérabilités existantes²². Les effets de la guerre en Ukraine devraient plonger 47 millions de personnes supplémentaires dans une situation de faim aiguë²³.

Encadré 2 : Étude de cas - Somalie

La Somalie connaît sa pire sécheresse depuis près d'un demi-siècle. Conséquences : plus de 7 millions de personnes souffrant de la faim, 1 million de personnes déplacées et un pays exposé à un risque accru de famine, avec 213 000 personnes déjà confrontées à des conditions proches de la famine²⁴.

Plusieurs facteurs viennent aggraver la crise. Les sécheresses sont plus intenses et plus fréquentes à cause du changement climatique, anéantissant les cultures et décimant le bétail. En plus d'obliger les populations à se déplacer, les conflits et la présence de groupes armés non étatiques entravent leur capacité à atteindre les villes et à obtenir une aide humanitaire. Les camps de personnes déplacées internes sont surpeuplés et sont rarement équipés d'infrastructures pour l'eau. C'est un coup terrible pour des millions de personnes pauvres déjà dévastées par la pandémie de COVID-19, qui a perturbé les chaînes d'approvisionnement et provoqué une inflation et des pertes d'emplois. Malgré les avertissements répétés des gouvernements régionaux et des ONG internationales, la communauté internationale n'a pas anticipé la situation et a une fois de plus réagi tardivement.

La guerre en Ukraine, avec ses conséquences sur les chaînes d'approvisionnement et les prix alimentaires à l'échelle mondiale, vient empirer la situation économique et l'état des stocks de blé du pays, compliquant de plus en plus l'achat de denrées de base pour la population. Le pays dépend à 90 % des exportations de blé d'Ukraine et de Russie²⁵ et les stocks de farine de blé dans tout le pays n'ont jamais été aussi bas. Selon l'analyse d'Oxfam, l'inflation des prix des denrées alimentaires dans le pays a atteint 15 %²⁶ l'année dernière, et le prix de certains aliments essentiels a plus que doublé : par exemple, 20 litres d'huile de cuisson coûtaient 20 dollars auparavant, contre 52 dollars désormais²⁷.

Les prévisions météorologiques de plus en plus pessimistes font craindre qu'une aggravation de la sécheresse provoque une famine en Somalie dans les mois à venir, avec une explosion du nombre de personnes qui perdent leur bétail et meurent de faim. Cela signifie que la plupart des gens seront incapables de reconstituer leurs moyens de subsistance, ce qui entraînera un effondrement du système économique anéantissant tout espoir.

Farhiya Ahmed (35 ans), d'Eyl, témoigne : « La sécheresse a décimé le bétail de ma famille. Nous avons traversé des moments difficiles et avons dû nous installer dans des camps de personnes déplacées internes. Le seul bien que nous possédions était le bétail ; le bétail est essentiel pour les peuples nomades. Aujourd'hui, je ne peux pas m'occuper de mes enfants. Ils ont besoin d'une éducation, mais je n'ai aucun soutien. Quatre de mes enfants sont avec moi dans ce camp, et j'ai laissé les autres enfants auprès de ma famille élargie. »

MYTHE 2

L'AUGMENTATION DES PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES A UN IMPACT SUR CHAQUE INDIVIDU A L'ECHELLE DE LA PLANETE, SI BIEN QUE TOUT LE MONDE EST PERDANT.

REALITE

LA HAUSSE DES PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES FRAPPE BEAUCOUP PLUS DUREMENT LES PAUVRES, QUI CONSACRENT UNE PLUS GRANDE PARTIE DE LEURS REVENUS A L'ALIMENTATION. DANS LE MEME TEMPS, LA HAUSSE DES PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES A FAIT D'ENORMES GAGNANTS : ON COMPTE 62 NOUVEAUX MILLIARDAIRES DANS LE SECTEUR DE L'ALIMENTATION ET LES ENTREPRISES DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE ONT ENREGISTRE DES BENEFICES RECORD.

L'augmentation vertigineuse du coût de la vie a des conséquences terribles sur la vie des personnes dans toutes les régions du monde. Des millions de personnes sont confrontées quotidiennement à la faim, non seulement en Afrique mais aussi dans des pays comme les États-Unis et le Royaume-Uni. Il s'agit d'une tendance mondiale, déclenchée par les perturbations économiques et les problèmes d'approvisionnement liés à la pandémie de COVID-19, aujourd'hui exacerbés par la guerre en Ukraine.

Alors même que des millions de personnes peinent à trouver quoi mettre dans leur assiette pour leur prochain repas, que ce soit dans les pays à faible revenu ou dans les pays riches, les milliardaires

impliqué-es dans le secteur de l'alimentation et de l'agroalimentaire ont vu leur richesse collective augmenter de 382 milliards de dollars (45 %) au cours des deux dernières années, avec 62 nouveaux milliardaires de l'alimentation depuis le début de la pandémie de COVID-19²⁸.

L'inflation des prix des denrées alimentaires frappe plusieurs pays à faible revenu plus durement que la moyenne mondiale. Des données récentes concernant l'Afrique de l'Est révèlent que l'inflation des prix des denrées alimentaires au cours de l'année dernière en Éthiopie (44 %), en Somalie (15 %) et au Kenya (12 %) dépasse les moyennes observées au sein du G7 (10 %) et à l'échelle mondiale (9 %)²⁹. L'Afrique de l'Ouest est également confrontée à des prix anormalement élevés des produits alimentaires locaux et importés. Dans 11 des 17 pays de la région, les prix des céréales sont supérieurs de plus de 50 % à la moyenne sur cinq ans³⁰. En 2022, l'inflation des prix des denrées alimentaires a atteint 25 % au Burkina Faso, 20 % au Nigeria et 30 % au Ghana³¹.

En outre, les habitant-es des pays à faible revenu consacrent généralement une part beaucoup plus importante de leurs revenus à l'alimentation, ce qui les expose davantage aux hausses de prix. Par exemple, les habitant-es d'Afrique de l'Est consacrent jusqu'à 60 % de leurs revenus à l'alimentation et dépendent fortement des produits de base importés. À titre de comparaison, au Royaume-Uni, les dépenses pour la nourriture et les boissons représentent en moyenne 11,6 % du budget des ménages³². Dans des pays comme le Kenya ou l'Éthiopie, les fortes hausses de prix ont donc des effets dévastateurs : la nourriture est certes disponible à l'achat, mais inabordable pour des millions de personnes.

Les inégalités face à l'inflation des prix des denrées alimentaires n'existent pas seulement entre les pays, mais aussi au sein même des pays. Aux États-Unis, environ 11 % de la population ne mange pas à sa faim, et la prévalence de l'insuffisance alimentaire est plus de deux fois plus élevée dans la population adulte noire et latino-américaine. En 2020, les 20 % des ménages américains les plus pauvres ont par ailleurs consacré en moyenne 27 % de leurs revenus à l'alimentation, contre environ 7 % pour les 20 % les plus riches (voir l'étude de cas sur les États-Unis ci-dessous)³³.

Alors que les prix des produits alimentaires de base ont atteint des sommets sans précédent ces derniers mois, les plus grands négociants mondiaux de matières premières agricoles réalisent des bénéfices record. La famille Cargill, propriétaire majoritaire de l'un des plus grands négociants alimentaires au monde, a vu sa fortune augmenter de près de 20 millions de dollars par jour depuis le début de la pandémie de COVID-19. En 2021, l'entreprise a réalisé un bénéfice net de près de 5 milliards de dollars, le plus gros bénéfice de son histoire³⁴. D'autres négociants ne sont pas en reste, à l'image de Bunge, qui a vu ses bénéfices augmenter de 19 % entre le premier trimestre de 2021 et le premier trimestre de 2022³⁵. Un autre négociant d'envergure, Archer Daniels Midland (ADM), a vu son bénéfice net passer de 1,105 milliard de dollars à 1,539 milliard de dollars sur la même période³⁶.

Il faut s'attaquer à ces inégalités systémiques dans le système alimentaire et aux impacts disparates des hausses de prix. L'action la plus urgente que les États doivent prendre est d'adopter sans tarder des politiques fiscales très progressives pour financer des programmes efficaces et éprouvés de réduction des inégalités, comme la protection sociale et les soins de santé universels. Des mécanismes de protection sociale ciblant les personnes les plus pauvres et axés sur l'accès (physique et financier) à la nourriture doivent être mis en œuvre et renforcés dans tous les pays.

En outre, un allègement de la dette doit être accordé aux pays à revenu faible ou intermédiaire pour leur offrir davantage de marge de manœuvre fiscale et leur permettre de développer de tels programmes. La dette extérieure publique, souvent détenue par des acteurs financiers privés, limite fortement la capacité des gouvernements des pays à faible revenu à assurer la sécurité alimentaire de leurs citoyen-nes. En 2022, 60 % des pays à faible revenu sont au bord du surendettement³⁷, et le coût du service de la dette pour les pays les plus pauvres du monde est estimé à 43 milliards de dollars³⁸. En 2021, la dette représentait 171 % de toutes les dépenses de santé, d'éducation et de protection sociale des pays à faible revenu³⁹. Pour résoudre les problèmes causés par l'inflation rapide des prix des denrées

alimentaires et bâtir un monde plus égalitaire, il conviendrait d'annuler la dette des nations les plus pauvres pour leur permettre de renforcer la protection sociale et de protéger leurs citoyen·nes des chocs.

Les taxes sur les bénéfices excédentaires et les richesses extrêmes sont de plus en plus reconnues comme un outil approprié pour financer les politiques de solidarité, surtout en temps de crise. Le FMI, l'OCDE et l'UE ont proposé aux gouvernements d'imposer un impôt sur les bénéfices exceptionnels aux entreprises énergétiques qui ont enregistré des profits record à la suite de la flambée des prix de l'énergie, pour aider les populations à faire face à la hausse des factures⁴⁰. L'Espagne a proposé une telle taxe sur les entreprises du secteur de l'énergie et de la finance du pays en réponse aux récentes augmentations de leurs marges bénéficiaires dues aux taux d'intérêt⁴¹, et l'Italie a déjà promulgué une telle taxe sur les entreprises énergétiques du pays⁴². Oxfam appelle à la mise en place d'une taxe ambitieuse sur les bénéfices exceptionnels des sociétés qui profitent de la crise⁴³. Les taxes sur les bénéfices exceptionnels peuvent générer des recettes importantes pour aider à atténuer le fardeau des prix élevés⁴⁴.

L'introduction d'impôts exceptionnels ou de solidarité ou d'impôts d'urgence sur les bénéfices des individus et des entreprises les plus riches doit ouvrir la voie à une solution plus radicale. Un impôt permanent sur la fortune permettrait de rééquilibrer la fiscalisation du capital et du travail, de réduire fortement les inégalités et de limiter le pouvoir politique démesuré des ultra-riches⁴⁵.

Encadré 3 : Étude de cas - États-Unis

Aux États-Unis, le taux de personnes qui ne mangent pas à leur faim est passé de 7,8 % en août 2021 à 11,9 % en juillet 2022. La prévalence de l'insuffisance alimentaire est très inégale : les taux sont 2,6 fois plus élevés dans la population adulte noire et 2,5 fois plus élevés parmi les adultes latino-américain·es que chez les adultes blanc·hes. Les taux d'insécurité alimentaire sont plus élevés chez les femmes que chez les hommes, et les personnes s'identifiant comme LGBTQIA+ connaissent des taux plus élevés que celles qui ne s'identifient pas comme telles⁴⁶.

L'augmentation des prix des denrées alimentaires, des soins de santé et du logement est à l'origine de la récente hausse de l'insécurité alimentaire⁴⁷. La guerre en Ukraine est un facteur majeur de l'inflation récente aux États-Unis, car elle a entraîné une hausse substantielle des prix de l'énergie qui a eu des effets en cascade sur l'ensemble de l'économie⁴⁸. En février 2022, plus de 41 millions de personnes aux États-Unis (soit près d'une personne sur huit) ont eu recours au principal programme d'aide alimentaire du gouvernement fédéral, le Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP, également connu sous le nom de Food Stamps)⁴⁹.

Aux États-Unis, outre les récentes hausses de prix, de nombreuses personnes touchant des revenus faibles ne peuvent accéder physiquement à la nourriture qu'avec difficulté. Dix-neuf millions de personnes (plus de 6 % de la population) vivent dans ce que l'on appelle des « déserts alimentaires », loin de tout commerce alimentaire⁵⁰.

La crise actuelle du coût de la vie aux États-Unis coïncide avec une crise des bas salaires. Cinquante-deux millions de travailleurs et travailleuses américain·es (près d'un·e sur trois) gagnent moins de 15 dollars de l'heure. Pour les travailleuses, ce chiffre est de 40 %, et pour les travailleuses racisées, il atteint même 50 %. Compte tenu de l'augmentation du coût des denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité, l'augmentation du salaire minimum national américain de 7,25 dollars de l'heure actuellement à 15 dollars, préconisée depuis longtemps par Oxfam Amérique et d'autres organisations, serait encore loin du compte pour constituer un « salaire de subsistance »⁵¹.

Les emplois à bas salaire sont très précaires, comme le montre le cas de Gloria Gomez, une femme immigrée de 65 ans originaire du Salvador. Gloria a perdu son emploi de femme de ménage à Houston à cause de la pandémie de COVID-19. En raison du handicap de son mari, son salaire était le seul revenu de sa famille. Gloria raconte : « Nous mangeons moins bien, je suis déprimée, je ne dors pas beaucoup, trop soucieuse de ce qui va se passer si nous ne pouvons pas payer l'assurance médicale. J'ai travaillé toute ma vie. C'est un vrai traumatisme⁵². »

MYTHE 3

IL N'Y A PAS ASSEZ DE NOURRITURE DISPONIBLE POUR NOURRIR LE MONDE.

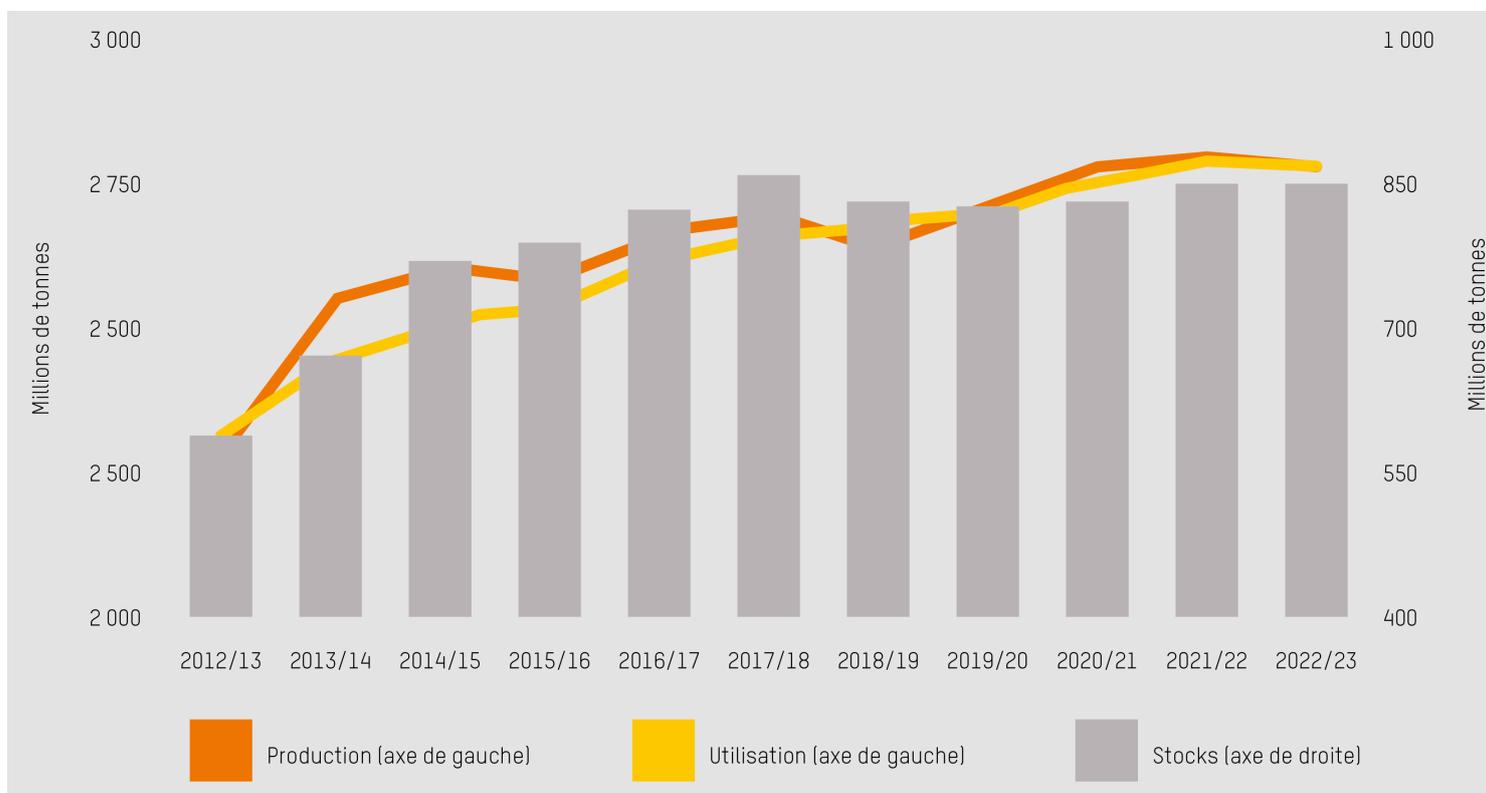
REALITE

IL Y A PLUS QU'ASSEZ DE NOURRITURE POUR NOURRIR LE MONDE. LE PROBLEME EST CELUI DES INEGALITES, DE LA REPARTITION ET DU MANQUE D'ACCES A UNE NOURRITURE ABORDABLE.

Augmenter la production alimentaire mondiale n'est pas la solution pour éradiquer la faim. Les agriculteurs et les agricultrices produisent déjà suffisamment pour nourrir toute la planète (voir Figure 1). Entre les niveaux de production prévus et les stocks disponibles, il y aura plus que suffisamment de céréales disponibles en 2022 pour répondre à la demande mondiale. La guerre en Ukraine a fait craindre des pénuries alimentaires, et certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique risquent un sous-approvisionnement en raison de leur forte dépendance vis-à-vis des importations de blé d'Ukraine et de Russie⁵³. En réalité, le niveau de l'offre mondiale de céréales est toutefois rassurant⁵⁴. Les dernières prévisions de la production mondiale pour la saison 2022/2023 n'anticipent qu'une baisse mineure⁵⁵. Par exemple, la production mondiale de blé devrait passer de 777 millions de tonnes en 2021/2022 à 771 millions de tonnes en 2022/2023.

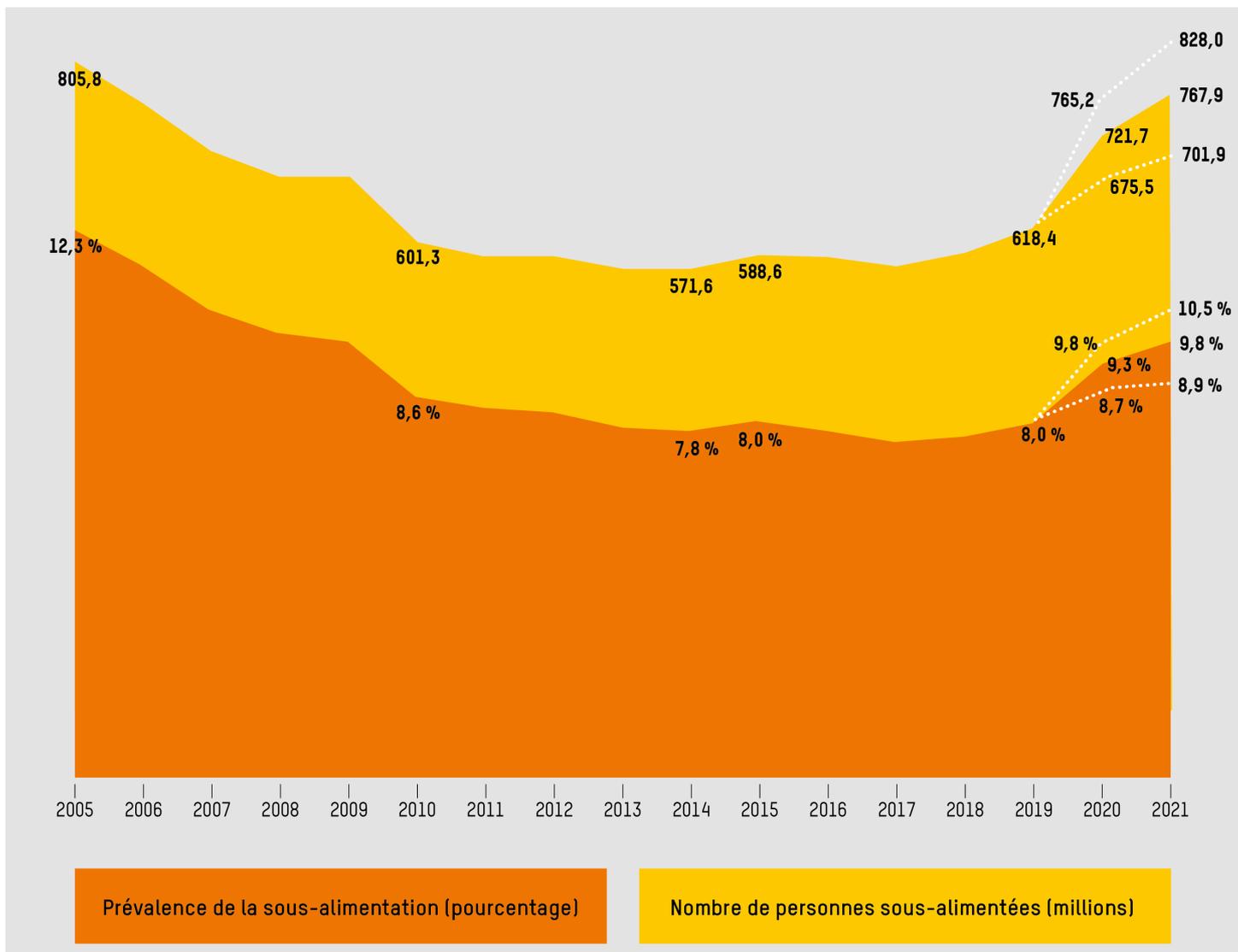
Malgré des récoltes suffisantes et des niveaux corrects de stocks alimentaires ces dernières années, la faim gagne du terrain depuis 2017⁵⁶ (voir Figure 2). En substance, ce à quoi nous assistons aujourd'hui est une crise des inégalités. Comme les disponibilités alimentaires restent adéquates, globalement, atteindre une sécurité alimentaire durable et éradiquer la faim consiste principalement à s'assurer que tout le monde a accès à une nourriture abordable. Pour la majorité de l'humanité, cela implique de disposer d'un revenu suffisant pour acheter de la nourriture et que la nourriture soit vendue à des prix raisonnables.

Figure 1 : Situation alimentaire mondiale (production, utilisation, stocks)



Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2022), *Bulletin de la FAO sur l'offre et la demande de céréales* (8 juillet 2022). Dernière visite le 15 juillet 2022. <https://www.fao.org/worldfoodsituation/csdb/fr/>.

Figure 2 : Nombre de personnes sous-alimentées dans le monde entre 2005 et 2021



Source : FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2022), *The State of Food Security and Nutrition in the World (SOFI): Repurposing food and agricultural policies to make healthy diets more affordable*. <https://doi.org/10.4060/cc0639en>

Même si de nombreuses personnes pauvres en milieu rural ont la capacité de cultiver leur propre nourriture, la plupart des paysan·nes sont des acheteurs ou des acheteuses net·tes de nourriture⁵⁷, et sont donc tributaires de revenus monétaires ainsi que de leur propre production pour se procurer de la nourriture. Pour les ouvriers et ouvrières agricoles, les revenus en espèces sont encore plus importants. Une enquête menée en 2018 auprès d'ouvriers et d'ouvrières viticoles sud-africain·es a révélé que plus de 90 % n'avaient pas eu assez à manger au cours du mois précédent. Près d'un tiers ont déclaré qu'eux/elles-mêmes ou un·e membre de leur famille avaient manqué au moins un repas au cours de ce mois⁵⁸.

Les citoyen·nes sont également très majoritairement dépendant·es des revenus en espèces pour accéder à la nourriture. Bon nombre de citoyen·es à faible revenu occupent un emploi informel, ce qui rend leurs revenus précaires et instables⁵⁹. En outre, les ménages urbains à faible revenu consacrent une part importante de leurs revenus à l'achat de nourriture. Par exemple, à Hanoï, les ménages pauvres allouent 40 % de leurs revenus à l'alimentation ; dans les villes du Népal et du Cambodge, ce chiffre avoisine les 100 % pour les ménages les plus pauvres⁶⁰. Pourtant, une alimentation adéquate reste souvent hors de leur portée⁶¹. Dans la métropole de Port-au-Prince, en Haïti, les habitant·es des bidonvilles pauvres de Cité Soleil et de Cité l'Éternel ont du mal à prendre ne serait-ce qu'un ou deux repas par jour. À quelques kilomètres de là, dans la commune aisée de Pétiion-Ville, qui abrite l'élite du pays et la communauté des expatrié·es, des restaurants haut de gamme proposent des mets abondants et somptueux⁶².

Les mesures publiques pour rendre les prix des denrées alimentaires abordables et pour compléter les revenus des personnes en mettant en œuvre des régimes de protection sociale universelle sont essentielles pour éviter que des millions de personnes ne continuent à souffrir de la faim dans un monde d'abondance.

MYTHE 4

NOUS DEVONS INTENSIFIER LA PRODUCTION ALIMENTAIRE POUR REpondre A LA DEMANDE.

REALITE

LA SOLUTION NE CONSISTE PAS A PRODUIRE TOUJOURS PLUS DE NOURRITURE, CE QUI A UN COUT ENVIRONNEMENTAL ENORME. NOUS DEVONS PLUTOT ASSURER UNE REPARTITION PLUS EQUITABLE DE LA NOURRITURE QUE NOUS PRODUISONS ET, EN PARTICULIER, UTILISER MOINS DE CULTURES ALIMENTAIRES POUR LA PRODUCTION D'AGROCARBURANTS.

Face à la dernière flambée des prix des denrées alimentaires, de nombreux gouvernements encouragent les efforts visant à accroître la production, quels que soient les coûts environnementaux à long terme. Plutôt que d'augmenter la production agricole, il est nécessaire de s'attaquer aux facteurs liés à la demande. Ces facteurs font grimper les prix des denrées alimentaires et poussent à utiliser les terres à des fins autres que la production alimentaire, comme les mandats de production d'agrocarburants et la production fourragère. Au lieu d'autoriser la production sur des terres en jachère, tel que suggéré par exemple au niveau de l'UE, il faudrait s'attacher à réduire les pressions exercées sur les terres en mettant un terme à l'utilisation de cultures vivrières et fourragères pour la production d'agrocarburants, et à lutter contre les pertes alimentaires en réduisant le gaspillage et les pertes après récolte.

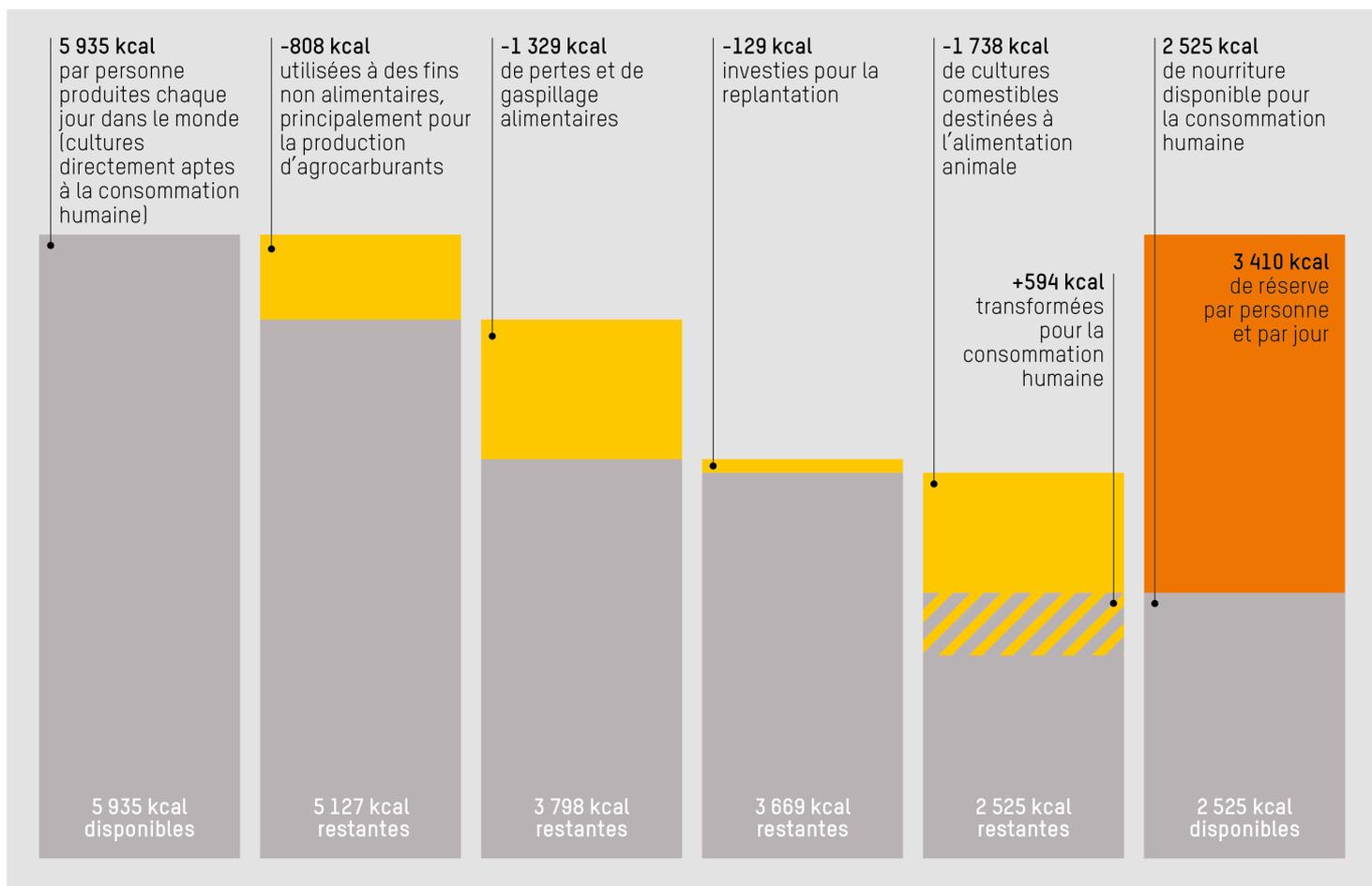
Les partisan-es de l'efficacité fondée sur le marché, qui estiment que la hausse actuelle des prix des denrées alimentaires est due à une pénurie de l'offre agricole, proposent une solution simple : accroître l'offre en augmentant la production, par exemple en remettant en culture les terres en jachère (non cultivées). L'UE, par exemple, revient sur sa stratégie « De la ferme à la table », qui vise à réduire l'impact de l'agriculture européenne sur l'environnement et le climat⁶³. Il serait toutefois absurde d'assouplir les mesures de protection de l'environnement, étant donné l'extrême urgence de s'attaquer à la crise climatique et les avertissements émanant du dernier rapport du GIEC⁶⁴ selon lesquels le temps presse : « *Le changement climatique menace le bien-être de l'humanité et la santé de la planète. Tout retard dans l'action mondiale concertée nous ferait perdre un temps précieux et limité pour instaurer un avenir viable.* »⁶⁵. Faire marche arrière sur la réglementation environnementale reviendrait à s'éloigner encore plus d'un système alimentaire durable. En outre, selon une analyse des pays de l'UE, compte tenu de la hausse actuelle des prix, une augmentation de la production de nourriture par l'utilisation d'engrais chimiques coûteux sur des terres marginales aurait probablement un effet minime en matière de réduction des prix⁶⁶.

Le rôle d'autres facteurs exerçant une pression à la hausse sur les prix des produits agricoles de base n'est pas suffisamment pris en compte : la moitié des terres arables dans le monde servent aujourd'hui à produire des agrocarburants, du fourrage et d'autres produits, comme les textiles, plutôt qu'à nourrir les êtres humains⁶⁷. Il s'agit pour une part importante de monocultures, qui détruisent la biodiversité et épuisent les nutriments du sol.

Une moyenne de 5 935 kilocalories (kcal) par personne de cultures sont directement aptes à la consommation humaine⁶⁸. Pourtant, 808 kcal sont utilisées à des fins non alimentaires, principalement pour la production d'agrocarburants. 1 738 kcal sont utilisées pour le fourrage et 1 329 kcal sont perdues ou gaspillées, tandis que 129 kcal sont investies pour la replantation. Sur les 1 738 kcal utilisées pour le fourrage, seules 594 kcal se retrouvent dans la consommation humaine, par exemple sous forme de lait ou de viande. Néanmoins, les 2 525 kcal restantes suffiraient à couvrir les besoins énergétiques alimentaires

moyens pour une vie saine (estimés à environ 2 000 kcal pour les femmes et 2 600 kcal pour les hommes âgés de 30 à 39 ans⁶⁹) si elles étaient réparties équitablement dans le monde. Ces chiffres révèlent également qu'une réserve allant jusqu'à 3 410 kcal par personne et par jour (5 935 kcal moins 2 525 kcal) pourrait être disponible si de meilleures politiques étaient mises en place pour régir l'utilisation des aliments. On estime que la quantité totale de cultures utilisées annuellement pour les agrocarburants équivaut à la consommation de calories de 1,9 milliard de personnes⁷⁰.

Figure 3 : Répartition de la production mondiale de cultures directement aptes à la consommation humaine



Source : adapté de M. Berners-Lee, C. Kennelly, R. Watson et C. N. Hewitt (2018), *Current global food production is sufficient to meet human nutritional needs in 2050 provided there is radical societal adaptation*. *Elementa: Science of the Anthropocene*, 1^{er} janvier; 6: 52. <https://doi.org/10.1525/elementa.310>

L'évolution du régime alimentaire d'une population de plus en plus urbaine et l'augmentation de la consommation de viande entraînent une hausse de la demande de fourrage. On estime que l'élevage mobilise actuellement 77 % des terres agricoles mondiales⁷¹, alors qu'il ne produit que 18 % des calories et 37 % des protéines totales⁷². Au Royaume-Uni, la population consomme en moyenne près du double des protéines dont elle a réellement besoin⁷³. Une réduction de 8 %⁷⁴ de l'utilisation de céréales pour le fourrage au sein de l'UE permettrait d'économiser suffisamment de blé pour compenser le déficit attendu en Ukraine à la suite de la guerre.

En outre, l'obligation d'incorporer une part d'agrocarburants dans le secteur des transports est une politique inadéquate qui engendre une demande artificielle du marché pour plusieurs cultures (soja, maïs, huile de palme, blé, sucre, huiles végétales). Cette obligation devrait être supprimée. La recherche d'énergies renouvelables est en soi un objectif louable. Cependant, la production d'agrocarburants augmente les émissions de gaz à effet de serre en raison de l'expansion des terres⁷⁵, conduit à l'accaparement de terres et à des violations des droits humains, et fait grimper les prix des denrées alimentaires⁷⁶. Les agrocarburants nécessitent environ 2 à 3 % de l'eau et des terres utilisées pour

l'agriculture dans le monde, soit assez pour nourrir environ 30 % des personnes souffrant de malnutrition dans le monde⁷⁷. Chaque jour, l'Europe transforme 10 000 tonnes de blé (l'équivalent de 15 millions de miches de pain) en éthanol destiné aux voitures⁷⁸, et 10 % de sa production céréalière⁷⁹ est utilisée comme carburant. Aux États-Unis, un tiers de la récolte de maïs⁸⁰ est transformé en agrocarburants. Si les États-Unis et l'Europe réduisaient de moitié leur production d'éthanol à base de céréales et se tournaient plutôt vers des cultures destinées à l'alimentation, les céréales ainsi réaffectées compenseraient toutes les exportations manquantes en provenance d'Ukraine⁸¹. Les pays riches doivent cesser de jeter de l'huile sur le feu avec leurs politiques sur les agrocarburants. Les subventions et les exonérations fiscales qui incitent à détourner la production agricole vers la production de carburant doivent être supprimées.

MYTHE 5

NOUS DEVONS NOUS EN REMETTRE AUX CHAINES DE VALEUR MONDIALES POUR NOURRIR LES POPULATIONS (LA MONDIALISATION EST LA SOLUTION).

REALITE

LA CRISE UKRAINIENNE MET EN EVIDENCE LE RISQUE ENORME QU'IL Y A A S'EN REMETTRE PRINCIPALEMENT AU MARCHÉ ALIMENTAIRE MONDIAL POUR NOURRIR LES POPULATIONS. LA SOLUTION CONSISTE PLUTOT A SOUTENIR LA PRODUCTION LOCALE, TOUT EN AUGMENTANT LA DURABILITE ET L'INCLUSIVITE DES CHAINES DE VALEUR MONDIALES.

De nombreuses études⁸² confirment que les chaînes d'approvisionnement alimentaire courtes offrent des interactions plus avantageuses entre les différents acteurs des systèmes alimentaires. Cela tient aux relations commerciales plus équitables, directes et autonomes entre les producteurs et productrices et les consommateurs et consommatrices, mais aussi à la diversification des aliments frais et de saison⁸³. De nombreux pays à faible revenu se sont toutefois spécialisés dans la production agricole destinée à l'exportation, au détriment de l'agriculture de subsistance et de la production d'aliments destinés à la consommation locale. Cette situation les contraint à acheter davantage de denrées alimentaires sur les marchés internationaux, avec des factures d'importation plus élevées qui les obligent à consacrer une part plus importante de leurs réserves de change à l'achat de nourriture. 70 % des personnes en situation d'insécurité alimentaire vivent dans des pays qui dépendent des marchés internationaux pour leur alimentation⁸⁴.

De nombreux pays à faible revenu dépendent d'une poignée de grands pays producteurs agricoles et importent la majorité de leurs céréales de base pour nourrir leur population⁸⁵. Cette situation est à l'origine de très fortes vulnérabilités, comme l'a montré la guerre en Ukraine. Près d'une cinquantaine de pays, dont beaucoup entrent dans la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier, dépendent de l'Ukraine et de la Russie pour plus de 30 % de leurs besoins en blé⁸⁶. Les foyers de famine que sont l'Érythrée et la Somalie dépendent presque entièrement des importations de blé de Russie et d'Ukraine⁸⁷. Cette dépendance à l'égard des importations alimentaires est dangereuse. Elle rend ces pays, déjà dépourvus de réserves de change, particulièrement vulnérables aux perturbations du marché et aux hausses de prix.

En outre, les tentatives pour mettre en lien les agriculteurs et agricultrices à faibles revenus avec les marchés d'exportation et les chaînes d'approvisionnement mondiales des grandes entreprises (on parle alors de « commerce inclusif ») ont constitué une tendance majeure au cours de la dernière décennie, mais se sont trop souvent traduites par l'exploitation des personnes et de la planète⁸⁸. L'idée est de permettre aux agriculteurs et agricultrices d'accéder à des marchés à plus forte valeur ajoutée (une perspective attrayante, étant donné qu'il existe plus d'un demi-milliard⁸⁹ d'exploitations agricoles familiales dans les pays à revenu faible ou intermédiaire), tout en donnant aux entreprises alimentaires l'accès à de nouvelles sources d'approvisionnement. En retour, les bailleurs et les gouvernements obtiendraient de meilleures retombées en matière de développement grâce au commerce et aux investissements. Cependant, l'énorme déséquilibre des pouvoirs dans les chaînes de valeur mondiales a

engendré des inégalités extrêmes et des violations systématiques et permanentes des droits humains à un bout de la chaîne, et des profits excessifs, y compris pendant la pandémie de COVID-19, à l'autre bout⁹⁰. Trop souvent, les agriculteurs et agricultrices et les travailleurs et travailleuses n'en profitent pas, mais souffrent en fait de la faim⁹¹. Dans de nombreux cas, les paysan·nes sont chassé·es de leurs terres lorsque les gouvernements, les entreprises, les agro-industries ou les élites locales puissantes se les approprient, pour être ensuite réembauché·es dans les grandes plantations comme travailleurs journaliers et travailleuses journalières mal payé·es et souvent maltraité·es, avec des contrats informels, précaires et souvent saisonniers, nuisant à leur capacité d'action et à leur pouvoir⁹². Les femmes, véritable épine dorsale de leurs communautés et pourvoyeuses alimentaires du foyer, se retrouvent dans les situations les plus difficiles. Elles occupent les rôles les plus précaires en tant que travailleuses dans les chaînes de valeur mondiales et sont exposées au risque d'agression sexuelle dans les champs et sur leur lieu de travail⁹³. Les grandes entreprises et les gouvernements doivent définir une trajectoire vers un système alimentaire plus juste, dans lequel les agriculteurs et agricultrices, les travailleurs et travailleuses et les femmes de manière générale peuvent participer sur un pied d'égalité.

Il faut passer d'un modèle de « libre-échange » pour nourrir le monde à des économies alimentaires locales qui nourrissent les communautés locales. Le renforcement des marchés locaux et régionaux est une approche qui se démarque de l'actuelle focalisation dominante de nombreux pays à faible revenu et de nombreux bailleurs⁹⁴ sur les chaînes de valeur mondiales, la compétitivité à l'exportation et le commerce international. D'un point de vue social et économique, les marchés locaux et régionaux jouent un rôle important pour retenir la richesse créée sur le territoire et redistribuer la valeur ajoutée entre les différents acteurs impliqués.

L'accent mis sur le commerce international et les cultures d'exportation commerciales puise ses racines dans le colonialisme et les politiques néolibérales qui en découlent, notamment par le biais des programmes d'ajustement structurel lancés par la Banque mondiale et le FMI dans les années 1980. Ces programmes visaient à libéraliser l'agriculture, à supprimer toutes les subventions et à promouvoir les cultures d'exportation⁹⁵.

À l'échelle mondiale, plus de 80 % des paysan·nes évoluent sur des marchés locaux et régionaux, et la plupart des denrées alimentaires sont produites, transformées et commercialisées au sein de ces systèmes dits territoriaux⁹⁶. Avec le soutien adéquat, une économie alimentaire locale peut améliorer l'accès aux aliments frais et garantir une rémunération plus juste et plus élevée des agriculteurs et agricultrices. Elle est aussi souvent plus à même de résister aux chocs mondiaux tels que les pandémies, la crise climatique et les risques liés à la géopolitique mondiale⁹⁷. Elle contribue ainsi à la croissance inclusive reposant sur une large assise, nécessaire à la réalisation du droit à l'alimentation. Les femmes peuvent participer activement à ces marchés en tant qu'agricultrices et travailleuses, mais aussi jouer un rôle de premier plan en transformant et en vendant des produits alimentaires⁹⁸.

L'élaboration de solides politiques agricoles soutenant les systèmes locaux n'est pas poursuivie, souvent en raison de l'opposition de la Banque mondiale et du FMI, ou parce que ces politiques iraient à l'encontre des règles de l'OMC⁹⁹. Des politiques publiques favorables doivent être mises en place et soutenues par des ressources financières suffisantes pour renforcer les marchés locaux et régionaux, notamment en garantissant les droits fonciers des agriculteurs et agricultrices.

Au besoin, il faudra compléter les approvisionnements locaux par des aliments importés, mais le commerce international doit être considéré comme un complément à la production locale, et non comme le principal moteur de la sécurité alimentaire. Les pays doivent développer des approches propres à leur contexte et trouver un équilibre complémentaire entre les approvisionnements locaux et mondiaux. Comme le montre clairement la guerre actuelle en Ukraine, il est en outre essentiel de disposer d'une capacité de réserve et de diversifier les produits alimentaires et les partenariats commerciaux agricoles.

MYTHE 6

UNE PLUS GRANDE CONNEXION AVEC LES MARCHES, LES ACTEURS FINANCIERS AINSI QUE LA LIBERALISATION DES ECHANGES PERMETTRA DE REPARER LE SYSTEME ALIMENTAIRE MONDIAL DEFAILLANT.

REALITE

NOUS DEVONS REGULER LES MARCHES, EMPECHER TOUTE SPECULATION, ENRAYER LES MONOPOLES ET CREER DES REGLES COMMERCIALES PLUS EQUITABLES ET PLUS SOUPLES POUR LES PAYS A REVENU FAIBLE ET INTERMEDIAIRE.

Les règles commerciales, notamment celles mises en place par l'OMC, sont censées préserver la capacité de l'ensemble des agriculteurs et agricultrices à bénéficier d'un accès égal aux marchés mondiaux et à contribuer à la sécurité alimentaire. Cependant, les intérêts agricoles des pays riches ont tendance à profiter davantage des règles commerciales, tandis que les populations des pays pauvres en sont les perdantes et sont exposées à un risque accru d'insécurité alimentaire¹⁰⁰. Les outils de politique commerciale, y compris une plus grande marge de manœuvre permettant aux gouvernements d'ajuster leurs niveaux d'importations et d'exportations de produits alimentaires, d'investir dans la production alimentaire nationale et de créer des réserves stratégiques de sécurité alimentaire (ainsi qu'une réglementation plus stricte des marchés des produits alimentaires et une réduction de la concentration du marché), sont des réformes structurelles essentielles en vue d'une sécurité alimentaire durable et résiliente.

La solution à la crise alimentaire mondiale n'est pas la libéralisation du commerce à tout prix ; la libéralisation totale des marchés alimentaires ne fait qu'amplifier les failles structurelles du système¹⁰¹. Il est essentiel de revoir les outils de politique commerciale et de mettre en place une meilleure réglementation financière pour atténuer les chocs des prix alimentaires et éviter de répéter les erreurs des crises des prix alimentaires de 2007-2008 et 2011. Les récentes crises alimentaires montrent que le fait de s'en remettre au marché et de promouvoir une plus grande dépendance vis-à-vis de celui-ci exacerbe les inégalités à chaque nouvelle crise¹⁰².

Les règles du commerce international (souvent négociées pour bénéficier aux agriculteurs et agricultrices des pays riches et les protéger) doivent faire l'objet d'une refonte pour offrir aux pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) une plus grande flexibilité pour contrôler leurs importations et exportations de produits alimentaires. D'autres réformes des règles commerciales sont nécessaires. Les règles commerciales ou les prix élevés ne devraient plus empêcher le Programme alimentaire mondial (PAM) d'accéder à l'aide alimentaire essentielle destinée aux situations humanitaires¹⁰³. La décision prise par l'OMC en juin de garantir l'accès du PAM à des approvisionnements alimentaires exempts de restrictions à l'exportation, dès lors que la sécurité alimentaire nationale n'est pas menacée, constitue une étape importante qu'il convient de saluer¹⁰⁴.

Les mécanismes de transparence doivent être renforcés pour améliorer la visibilité sur les marchés alimentaires. Par exemple, le système d'information sur les marchés agricoles (AMIS)¹⁰⁵ mis en place par le G20 en 2011 doit être étendu à tous les pays, afin de permettre une analyse plus complète des niveaux de stocks alimentaires et de garantir la prise en compte des besoins et des priorités des PFRDV. Les grands pays producteurs de denrées alimentaires qui ne divulguent pas le niveau de leurs stocks, ou qui en sont empêchés par la loi, doivent être incités à faire preuve d'une plus grande transparence. Les stocks privés, dont certains sont détenus par de grands groupes agro-industriels, doivent également être inclus dans les évaluations, comme convenu dans la déclaration du G7 sur la sécurité alimentaire mondiale de juin 2022¹⁰⁶.

Comme le montrent des projets tels que la réserve régionale naissante de la CEDEAO en Afrique de l'Ouest et l'APTERR (Asean Plus Three Emergency Rice Reserve)¹⁰⁷, les réserves alimentaires stratégiques

régionales doivent être encouragées, développées et soutenues, étant donné le rôle que les stocks peuvent jouer pour amortir les impacts des crises alimentaires¹⁰⁸. Aucun de ces développements ne devrait être contesté à l'OMC au motif qu'ils « faussent les échanges », comme cela a été le cas dans le passé. Il convient au contraire de les soutenir au titre de politiques vitales de renforcement de la sécurité alimentaire¹⁰⁹.

Le principe de flexibilité dans les relations commerciales est fondamental. Les responsables politiques doivent être autorisés à modifier, ajuster et restaurer les droits de douane et les barrières quantitatives et non tarifaires avant et pendant les crises, notamment pour soutenir les paysans et paysannes et améliorer la résilience des systèmes alimentaires nationaux ou régionaux. Cela devrait être le cas tant dans le cadre des accords commerciaux multilatéraux, tels que les accords de partenariat économique (APE) et la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA)¹¹⁰, que dans les relations bilatérales¹¹¹.

En outre, des dispositions devraient être prises pour permettre des dérogations temporaires afin de faciliter le commerce sans exiger de changements de politique dommageables à plus long terme. Ceci est particulièrement important en ce qui concerne la libéralisation tarifaire et le démantèlement d'autres outils de politique commerciale. En particulier, les gouvernements des pays de l'OCDE doivent s'abstenir de tout opportunisme consistant à tirer parti de la crise actuelle pour mener des programmes de libéralisation des échanges à plus long terme et augmenter leurs exportations alimentaires au-delà des besoins immédiats d'une crise d'insécurité alimentaire.

Les déséquilibres du système alimentaire mondial sont également très préoccupants en termes de pouvoir de marché. La concentration du marché est telle que seulement 1 % des exploitations agricoles mondiales contrôlent 65 % des terres agricoles et que 70 % du commerce mondial des produits agricoles de base (en valeur) est entre les mains de quatre grands négociants¹¹². Des mesures visant à réduire la concentration du marché doivent être prises dans des scénarios où, par exemple, quatre entreprises seulement contrôlent 70 à 90 % du commerce mondial des céréales, ou une poignée d'entreprises d'Europe orientale monopolisent le commerce mondial des engrais¹¹³.

Une autre problématique majeure est le rôle des spéculateurs financiers dans le commerce alimentaire international depuis le début des années 2000. Dès 2011, Oxfam a mis en évidence la manière dont la dérégulation des produits dérivés sur les matières premières agricoles et l'entrée subséquente d'acteurs non agricoles (fonds de pension notamment) sur le marché ont renforcé l'inflation qui a conduit aux grandes crises alimentaires de 2007-2008 et 2011¹¹⁴. Le risque que cette situation se répète aujourd'hui est bien réel¹¹⁵. Bien que certaines réformes aient été entreprises depuis 2011, le manque de régulation reste préoccupant¹¹⁶.

Par conséquent, en termes de réglementation des marchés financiers, des législations telles que MiFID II et la loi Dodd Frank¹¹⁷ doivent être révisées et renforcées, et les recommandations formulées par le Comité de la sécurité alimentaire des Nations Unies concernant la volatilité des prix et la sécurité alimentaire doivent être pleinement mises en œuvre, afin de resserrer les limites de position et d'accroître la transparence sur les produits alimentaires de base au sein des marchés financiers¹¹⁸. Les fonds indiciels de produits de base qui regroupent les investissements dans les denrées alimentaires et les carburants avec d'autres fonds négociés en bourse de produits agricoles doivent être réformés ou supprimés.

MYTHE 7

DISCUTER DU GENRE NOUS DETOURNE DE LA NECESSITE DE VEILLER A CE QUE TOUT LE MONDE AIT ASSEZ A MANGER.

REALITE

LA FAIM NE SAURAIT ETRE ERADIQUEE DURABLEMENT SANS JUSTICE ENTRE LES GENRES. DES MESURES REELLES ET RADICALES DOIVENT ETRE PRISES EN MATIERE DE DROITS DES FEMMES SI NOUS VOULONS ELIMINER LA FAIM ET LES INEGALITES QUI LA SOUS-TENDENT.

Il ne peut y avoir de justice alimentaire sans justice entre les genres. Contrairement à l'idée selon laquelle l'agriculture serait une activité « masculine », exercée pendant que les femmes s'occupent de la famille, la réalité est que les femmes endossent plusieurs rôles dans la sécurité alimentaire : non seulement en tant que productrices, agricultrices et salariées, mais aussi en tant que gestionnaires des ressources naturelles, transformatrices et commerçantes, tout en assumant la responsabilité de la préparation des repas, de la consommation et de la nutrition au sein du foyer, ainsi que de l'approvisionnement en eau. En moyenne, les femmes en milieu rural représentent près de la moitié de la main-d'œuvre agricole dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Malgré leur rôle crucial, elles sont victimes de discriminations et ont un pouvoir de négociation limité. Les normes patriarcales sont désavantageuses pour les agricultrices et les travailleuses salariées, notamment en termes de droits fonciers (petites parcelles, difficultés d'accès à la propriété, droits de succession discriminatoires), de ressources productives (pas d'accès au crédit, aux services de vulgarisation ou aux intrants), d'emplois incertains et précaires, de salaires faibles ou inexistantes (en tant que travailleuses familiales non rémunérées dans la production agricole), de soins non rémunérés et d'exclusion de la prise de décision et de la représentation politique. Au sein du ménage, en raison de leur position de négociation plus faible, les femmes mangent souvent le moins, en dernier et le moins bien¹¹⁹.

Les inégalités entre les genres dans l'agriculture restant fortes, les femmes sont particulièrement exposées à la faim, surtout en cas de crise. La flambée des prix des denrées alimentaires a des répercussions négatives sur les femmes cheffes de famille et leur impose des responsabilités et un travail supplémentaires pour trouver et préparer des aliments nutritifs pour leur famille. Elles font l'objet de discriminations sur le marché du travail, ce qui les pousse vers des emplois informels et occasionnels, ainsi que d'inégalités salariales¹²⁰. En temps de crise, les ménages pauvres sont confrontés à des pertes d'actifs et à une baisse de revenus. Les biens des femmes sont généralement vendus en premier¹²¹.

Les hommes ont davantage accès au capital social et aux moyens de sortir de la crise (leurs revenus plus élevés leur permettent de rembourser leurs dettes et d'obtenir de nouveaux prêts agricoles), tandis que les femmes sont souvent confrontées à de lourdes contraintes de temps, compte tenu de leur rôle pour la sécurité alimentaire du ménage. En cas de crise, elles doivent souvent réduire leurs dépenses en matière de nutrition et de bien-être familial. En effet, les ménages s'adaptent à la réduction du pouvoir d'achat alimentaire en adoptant une alimentation moins chère moins diversifiée¹²². Les femmes amortissent souvent l'impact de la crise en adoptant des stratégies d'adaptation extrêmes. Elles réduisent leur propre consommation pour nourrir les autres, ramassent des aliments prélevés dans la nature et migrent à la recherche de moyens de gagner un revenu. Elles acceptent parfois des emplois risqués, y compris dans le travail du sexe¹²³.

Par exemple, Bone Kortie, 43 ans, à la tête d'un petit commerce et mère de huit enfants au Liberia, a perdu son emploi pendant la pandémie de COVID-19. À l'instar de nombreuses autres femmes libériennes, elle est le seul soutien financier de sa famille et doit également s'occuper de ses enfants et de sa famille élargie. Bone a déclaré à Oxfam : « Mes enfants et moi mangions deux repas par jour avant la COVID, mais maintenant, c'est soit un repas par jour, soit aucun¹²⁴. »

Des progrès ont été réalisés pour faire reconnaître les contributions des femmes à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Cela se traduit souvent par des projets et des activités qui tiennent compte de la dimension de genre. Certaines grandes institutions ont intégré la dimension de genre dans leurs politiques et stratégies, de la Banque mondiale (qui a reconnu en 2008 l'importance des exploitations paysannes, et en particulier des femmes, dans la réduction de la pauvreté¹²⁵) aux agences des Nations Unies œuvrant à l'autonomisation des femmes en milieu rural. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, adoptée en 2018, appelle les États à « [prendre] toutes les mesures voulues pour éliminer toutes les formes de discrimination envers les paysannes et les autres travailleuses des zones rurales et pour promouvoir leur autonomie »¹²⁶. De nombreux gouvernements adhèrent à ces engagements internationaux et à l'importance de soutenir les femmes.

Pourtant, au-delà des discours, trop peu d'actions sont concrètement mises en œuvre pour garantir que les droits et les intérêts des agricultrices et des travailleuses agricoles et alimentaires soient prioritaires et qu'elles disposent des ressources dont elles ont besoin pour améliorer leurs moyens de subsistance, lutter contre l'insécurité alimentaire et renforcer la résilience de leurs communautés face au changement climatique. Il faut faire de l'autonomisation économique des femmes dans l'agriculture une priorité, en soutenant une transformation de l'agriculture qui crée un environnement favorable à l'exercice des droits des femmes. Il est nécessaire d'augmenter significativement l'aide et le soutien en termes qualitatifs et quantitatifs en se concentrant sur les petites exploitantes. Il faut essentiellement adopter des politiques qui facilitent l'accès des femmes aux intrants, aux ressources et aux services, y compris aux droits fonciers.

De telles politiques profiteraient aux hommes et aux garçons ainsi qu'aux femmes et aux filles. Si les agricultrices des pays à revenu faible ou intermédiaire avaient le même accès aux ressources que les agriculteurs, on estime que la production des exploitations féminines pourrait augmenter de 30 %, ce qui entraînerait une augmentation globale de la production agricole pouvant atteindre 4 %. Cela réduirait de 100 à 150 millions le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le monde¹²⁷.

Même si les gouvernements augmentent les investissements agricoles et ciblent les petites exploitations, cela ne profitera pas automatiquement aux femmes. Des interventions mal conçues peuvent accroître la charge de travail des femmes et leur marginalisation dans la prise de décision : si la conception d'un projet ne tient pas compte des droits individuels sur les biens du ménage et ne cherche pas à modifier la répartition des bénéfices au sein du ménage, il est probable que ce projet renforcera au final les normes sociales patriarcales. Les organisations et mouvements de défense des droits des femmes contribuent à faire progresser l'égalité et la justice entre les hommes et les femmes, mais ces organisations reçoivent peu d'aide ou de soutien. Les programmes de sécurité alimentaire ne recueillent généralement pas de données ventilées par sexe, ce qui ne permet pas de savoir si ces initiatives soutiennent les agricultrices¹²⁸.

Les États devraient prendre les mesures nécessaires pour faire tomber les obstacles sociaux, culturels, économiques et institutionnels qui empêchent les agricultrices d'accéder aux intrants agricoles essentiels. Les femmes sont les grandes oubliées des processus gouvernementaux de planification, de budgétisation, de recueil de données et de suivi à tous les niveaux¹²⁹. Les gouvernements des pays à revenu faible ou intermédiaire, avec le soutien des bailleurs, devraient prendre des mesures pour garantir la participation significative des communautés locales, des associations d'agriculteurs et agricultrices et de travailleurs et travailleuses, des organisations de femmes en milieu rural et d'autres groupes de la société civile aux décisions budgétaires et à la conception des politiques et des interventions. La collecte de données agricoles ventilées par sexe est une condition préalable à de meilleures décisions.

MYTHE 8

LA REPONSE A LA DOUBLE CRISE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA FAIM EXIGERA DES SOLUTIONS DE HAUTE TECHNOLOGIE DANS LE SECTEUR AGRICOLE.

REALITE

LES SOLUTIONS EXISTENT DEJA. AVEC LES BONS CHOIX POLITIQUES, IL EST POSSIBLE DE LES RENDRE PLUS ABORDABLES ET PLUS ACCESSIBLES AUX AGRICULTEURS ET AGRICULTRICES, LEUR APPORTANT AINSI UNE AIDE CONSIDERABLE POUR ATTENUER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET S'Y ADAPTER TOUT EN ASSURANT LA SECURITE ALIMENTAIRE.

Les progrès en recherche et développement (R&D) dans le domaine agricole, dans une course à la création de nouvelles semences et de nouvelles approches technologiques pour améliorer les rendements, sont présentés comme un moyen essentiel pour lutter contre l'insécurité alimentaire et répondre à la crise climatique. Trop souvent, l'accent mis sur cet aspect ne tient pas compte des besoins technologiques des paysans et paysannes, qui représentent pourtant une énorme opportunité d'augmenter la productivité agricole et de combattre la faim. Environ 21 à 37 % des émissions totales de gaz à effet de serre (GES) sont imputables au système alimentaire. Elles proviennent de l'agriculture et de l'affectation des sols, du stockage, du transport, du conditionnement, de la transformation, de la vente au détail et de la consommation¹³⁰. Même si la R&D et l'innovation seront indispensables pour s'affranchir des modèles agricoles non durables et s'adapter au changement climatique, il existe déjà une multitude d'approches pratiques. Celles-ci doivent être reconnues et mieux soutenues. L'agroécologie offre une série d'avantages sociaux, économiques et environnementaux et devrait être soutenue par des politiques et des investissements financiers idoines. Loin d'être une nouvelle invention, l'agroécologie est pratiquée depuis longtemps par des exploitations familiales du monde entier. Cela fait plusieurs décennies que des mouvements sociaux de base prônent l'agroécologie et l'agriculture durable¹³¹.

La crise climatique exerce déjà une pression sur les systèmes agricoles du monde entier, réduisant les rendements et la productivité¹³². Le continent africain est responsable de moins de 4 % de toutes les émissions de GES¹³³. Ce sont souvent les pays et les populations les moins responsables des émissions historiques de GES qui subissent le plus durement les effets du changement climatique, les événements météorologiques extrêmes et les mauvaises récoltes entraînant la perte des moyens de subsistance. Pour survivre, la majorité des habitants des pays à faible revenu dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles, particulièrement vulnérables au changement climatique¹³⁴.

Répondre aux besoins alimentaires immédiats doit être une priorité à court terme pour les gouvernements et les organisations internationales et non gouvernementales. Aider les agriculteurs et agricultrices à se relever, à reconstruire et à répondre au changement climatique exigera une approche à long terme et un soutien concerté sur de nombreuses années. Si rien n'est fait pour aider les agriculteurs et agricultrices à s'adapter au changement climatique, la production agricole totale pourrait diminuer de 10 % à l'horizon 2050, alors que la population mondiale et donc la demande de denrées alimentaires augmentent¹³⁵.

Pour y répondre, les agriculteurs et agricultrices peuvent, à court terme, augmenter leur surface cultivée ou l'exploiter de manière plus intensive, à grand renfort d'engrais et de pesticides pour traiter les nouveaux assauts de maladies et de parasites. Mais ces stratégies ont leurs limites. Les terres sont déjà soumises à une forte pression et l'épandage excessif d'engrais entraîne la destruction de l'environnement. On estime que près de 80 % de l'azote utilisé dans les engrais de synthèse se perd dans l'environnement¹³⁶, polluant l'eau, l'air et les sols, et nuisant à la biodiversité, et que seulement 46 % des engrais atteignent une culture récoltée¹³⁷. Le recours à des engrais azotés pour la production alimentaire pourrait en outre menacer les efforts pour maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 2 °C¹³⁸.

La forte dépendance aux engrais enferme également les agriculteurs et agricultrices dans les systèmes de production actuels et freine la diversification¹³⁹. La diversification agricole est essentielle pour améliorer la résilience aux effets du changement climatique. Pourtant, plus de 75 % de la diversité génétique mondiale des cultures agricoles a disparu au cours des 100 dernières années, conséquence de la concentration de la production sur un petit ensemble de cultures vivrières. Les variétés végétales indigènes et locales ont été négligées, entraînant une érosion génétique des cultures et un déclin rapide du patrimoine génétique¹⁴⁰.

Pour s'affranchir des modèles agricoles actuels, très intensifs, coûteux et peu durables, il faudra innover¹⁴¹. Mais la manière dont seront menées les recherches, leurs objectifs et, surtout, qui fixe les priorités, ont leur importance. Alors que de nombreux instituts de recherche et fabricants d'intrants agricoles se concentrent sur le développement de nouvelles variétés de semences savamment adaptées pour maintenir les rendements malgré des températures plus élevées et des conditions de croissance plus sèches, celles-ci ne répondent souvent pas aux besoins ou aux priorités des agriculteurs et agricultrices des pays à faible revenu ou ne sont tout simplement pas abordables pour les populations rurales à court d'argent.

La FAO estime que les trois quarts des 33,6 milliards de dollars consacrés à la R&D agricole sont dépensés par une petite poignée de pays du G20¹⁴². Les pays à revenu faible ou intermédiaire sont en mesure de déployer beaucoup moins de fonds de R&D, malgré le rôle prépondérant de l'agriculture comme source d'emplois et épine dorsale de leurs économies, et malgré leur potentiel à produire des denrées alimentaires tout en préservant des écosystèmes et des habitats précieux et uniques. Les recherches menées au niveau mondial, notamment par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, se concentrent de manière disproportionnée sur l'amélioration des variétés au sein de systèmes de semences formels, alors que 80 % des paysans et paysannes des pays à revenu faible ou intermédiaire dépendent de systèmes de semences informels¹⁴³. Les paysans et paysannes et leurs « systèmes de semences paysannes » sont négligés, méconnus et largement sous-financés. Et ce, en dépit de leurs connaissances approfondies et de leur savoir-faire en matière d'amélioration, de sélection et de multiplication des espèces végétales indigènes et autochtones qui sont essentielles à la résilience climatique.

L'adoption de principes agroécologiques est une démarche contribuant clairement à renforcer la résilience et à aider les agriculteurs et agricultrices à s'adapter au changement climatique¹⁴⁴.

L'agroécologie peut soutenir la production alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle tout en restaurant les écosystèmes et la biodiversité essentiels à une agriculture durable. Elle peut également jouer un rôle important dans le renforcement de la résilience des communautés et dans l'adaptation au changement climatique¹⁴⁵. La diversification au sein même des exploitations, la gestion de l'habitat pour promouvoir la biodiversité, l'importance accordée à la santé des sols et le recyclage des nutriments sont autant de pratiques agroécologiques que les agriculteurs et agricultrices peuvent adopter pour bâtir des systèmes agricoles plus résilients. La réorientation des budgets de recherche agricole vers la promotion des pratiques de production agroécologiques devrait être une priorité¹⁴⁶.

Aider les agriculteurs et agricultrices à faire face au changement climatique nécessitera de nouveaux investissements substantiels pour financer l'adaptation. Selon une estimation, le coût de l'adaptation tous secteurs confondus, y compris dans l'agriculture, pourrait atteindre 300 milliards de dollars d'ici à 2030¹⁴⁷. Le coût de l'inaction serait toutefois bien plus élevé dans le domaine économique mais aussi en termes de souffrance humaine et de vies perdues.

MYTHE 9

LA FAIM EST JUSTE UNE CONSEQUENCE INEVITABLE DES CONFLITS ET DES GUERRES. NOUS NE POUVONS RIEN Y FAIRE.

REALITE

LE DROIT A L'ALIMENTATION EXISTE MEME EN CAS DE CONFLIT, ET LE DROIT INTERNATIONAL PROTEGE LES MARCHES ET LES LIVRAISONS DE DENREES ALIMENTAIRES. DES SOLUTIONS POUR BRISER LE CYCLE MORTEL ENTRE CONFLIT ET FAIM EXISTENT ET DOIVENT ETRE PROMUES. ŒUVRER POUR LA PAIX DOIT FAIRE PARTIE INTEGRANTE DE LA LUTTE CONTRE LA FAIM.

Les crises alimentaires sont le résultat de divers facteurs qui s'alimentent mutuellement, des conflits aux crises environnementales, climatiques, économiques et sanitaires. Comme souligné dans le présent document, notre système alimentaire défaillant est l'une des principales causes de l'insécurité alimentaire et de la faim dans le monde, aux côtés de la pauvreté et des inégalités qui le sous-tendent. Bien que la pauvreté et les inégalités soient les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire, les conflits restent l'un des principaux facteurs de la faim dans le monde¹⁴⁸.

Pour autant, la faim n'est pas une fatalité en cas de guerre. Nous pouvons travailler collectivement sur les causes profondes des conflits et de la faim. Nous pouvons prendre les mesures nécessaires pour rompre les liens mortels entre eux, tout en reconnaissant qu'à défaut de paix, le monde ne sera jamais en mesure d'éradiquer la faim. Dans de nombreux conflits, les parties utilisent activement la faim comme une arme, cherchant à affamer intentionnellement à la fois les civil-es et les combattant-es. Les personnes qui bloquent le transport de denrées alimentaires et attaquent les réserves alimentaires doivent rendre des comptes. Nous devons œuvrer pour la paix et empêcher que la faim ne soit utilisée comme une arme de guerre.

En 2021, les conflits étaient la principale raison pour laquelle environ 139 millions de personnes étaient confrontées à des niveaux critiques - ou pire - d'insécurité alimentaire (phase 3 ou plus de l'IPC) dans 24 pays et régions, soit 40 millions de plus qu'en 2020¹⁴⁹. Les conflits ont des impacts négatifs sur pratiquement tous les aspects d'un système alimentaire, comme nous l'avons également constaté avec la guerre en Ukraine, de la production à la consommation, en passant par la récolte, la transformation et le transport, sans oublier l'approvisionnement en intrants, le financement et la commercialisation. Les conflits obligent les agriculteurs et agricultrices à fuir les violences en abandonnant leur source de revenus et leurs moyens de subsistance ainsi que leurs filets de sécurité, pour affronter les nouveaux dangers de la route et de la quête d'un refuge. Pendant ce temps, leurs ressources agricoles et leurs stocks alimentaires sont détruits. Même lorsque les agriculteurs et agricultrices retournent sur leurs terres, c'est souvent pour constater qu'il n'y a plus de semences, d'équipement ou d'engrais pour relancer l'exploitation. Les effets de la guerre perdurent longtemps après la fin du conflit, car les terres agricoles restent en jachère, et les mines antipersonnel et les restes explosifs de guerre constituent une menace pour les agriculteurs et agricultrices pendant des décennies.

Les conflits et les violences perturbent également les marchés, modifient les couloirs de transhumance et mettent sous pression des ressources déjà limitées, entraînant une flambée des prix et portant atteinte aux moyens de subsistance. Les femmes et les filles, qui sont souvent les principales productrices de denrées alimentaires, les principales personnes en charge des enfants et les gardiennes de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages, sont plus exposées : elles font face à d'incroyables dangers pour se procurer de la nourriture et mangent pourtant trop souvent le moins, en dernier et le moins bien. Les ménages dirigés par des femmes figurent parmi les plus durement touchés par la faim, se voyant contraints de réduire leur consommation alimentaire de manière significative et de sauter des repas¹⁵⁰.

Tout comme les guerres et les conflits peuvent semer l'insécurité alimentaire et la faim, la faim et l'insécurité alimentaire peuvent elles aussi faire éclater des conflits latents et des violences. Les pénuries alimentaires peuvent exacerber les griefs existants, en particulier en présence de fragilités et d'inégalités¹⁵¹.

Conscient de la nécessité de s'attaquer aux causes des conflits et de renforcer la protection des civil-es, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 2417 à l'unanimité en mai 2018¹⁵², reconnaissant officiellement le lien entre les conflits et la faim et établissant la question de l'insécurité alimentaire (y compris la famine, favorisée par les conflits armés) comme une menace pour la paix et la sécurité internationales. Cette résolution appelle à un plus grand respect du droit international humanitaire et souligne la nécessité de garantir un accès humanitaire inconditionnel.

Mais il faut faire davantage pour rompre le cycle mortel entre conflit et faim. La communauté diplomatique, les États et les parties aux conflits doivent veiller au respect des normes internationales, faire respecter le droit humanitaire international et les droits humains, et lutter contre l'utilisation en toute impunité de la faim comme arme de guerre. Même la guerre a des règles, et nous ne pouvons accepter un monde où les belligérants estiment qu'il est acceptable de détruire les récoltes, de perturber les marchés et d'attaquer les points d'eau, les hôpitaux et les écoles. Nous devons prendre des mesures pour mettre fin aux attaques contre les réserves alimentaires, les champs et les marchés. Il faut préserver un accès sûr, sans entrave et rapide à l'aide humanitaire pour les populations dans le besoin.

Ce cercle vicieux voyant les conflits et la faim se renforcer mutuellement est en train de devenir la nouvelle normalité. Le modèle actuel, qui consiste à proposer des solutions d'urgence à court terme face à des crises sociopolitiques complexes, ne permettra toutefois pas d'améliorer suffisamment les perspectives de paix nécessaires à l'éradication de la faim induite par les conflits. L'incapacité à accélérer les progrès dans la lutte contre les causes profondes des crises perpétue aujourd'hui un système de dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire, laquelle n'est pas conçue (et ne dispose pas des ressources nécessaires) pour répondre à des chocs cycliques d'une telle ampleur¹⁵³.

Le développement durable et les solutions durables ne sont pas possibles sans la paix. C'est pourquoi nous devons adopter une « approche en triple nexus »¹⁵⁴, combinant les piliers de l'humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix, créant ainsi des synergies et des objectifs communs entre les programmes d'intervention d'urgence à court terme et les processus de changement social à plus long terme dans le domaine du développement, tout en œuvrant pour une paix durable. Cette approche vise à transformer la manière dont les activités humanitaires, de développement et de paix sont planifiées, mises en œuvre et financées dans les contextes fragiles. Cela exigera des bailleurs et des acteurs de l'aide qu'ils renforcent la coordination, la programmation et le financement. Le financement doit être suffisant, rapidement disponible et flexible pour soutenir des réponses intégrées, pluriannuelles et tenant compte des conflits, de sorte à construire de meilleurs systèmes locaux et nationaux, plus résilients et durables, qui permettent aux personnes et aux communautés de s'épanouir, et pas seulement de survivre, et de vivre dans des sociétés plus égalitaires et pacifiques. Il est essentiel que ces réponses soient menées localement et que les femmes bâtisseuses de paix soient au cœur des efforts de paix. Ces réponses sont également appelées à mieux prendre en compte les impacts de la crise climatique afin de garantir que la programmation puisse anticiper et répondre rapidement aux chocs climatiques affectant la disponibilité des denrées alimentaires et de l'eau.

Nous savons pertinemment qu'il n'existe pas de solution humanitaire aux problèmes humanitaires. Les 139 millions de personnes au bord de la famine n'ont pas seulement besoin d'un soutien financier et d'une aide innovante, mais aussi d'un renforcement substantiel de la volonté politique de résoudre les conflits en cours. Les États et les institutions doivent redoubler d'efforts pour prévenir et résoudre les conflits, ainsi que pour bâtir et préserver une paix inclusive et féministe, dans le cadre d'actions menées à l'échelle mondiale pour lutter contre la faim.

MYTHE 10

LES FONDS SONT LIMITES ET NOUS DEVONS DONC FAIRE DES CHOIX DIFFICILES QUANT A L’AFFECTATION DE NOTRE AIDE.

REALITE

UNE FISCALITE JUSTE SUR LES MILLIARDAIRES ET LES GRANDES ENTREPRISES PERMETTRAIT LARGEMENT DE MOBILISER LES FONDS REQUIS POUR REPENDRE A TOUTES LES CRISES.

Les inégalités de revenu et de richesse ont atteint de nouveaux sommets pendant la pandémie de COVID-19. Alors que quelque 263 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver en situation d’extrême pauvreté cette année par rapport aux projections antérieures à la pandémie, 573 personnes (dont 62 du secteur alimentaire) sont venues grossir les rangs des milliardaires pendant la pandémie, au rythme d’une personne toutes les 30 heures¹⁵⁵. Alors que des millions de personnes sautent des repas, coupent le chauffage, retardent le paiement des factures et se demandent ce qu’elles vont bien pouvoir faire pour survivre, les grandes entreprises et les dynasties de milliardaires qui contrôlent une grande partie de notre système alimentaire voient leurs profits exploser.

Parallèlement, la guerre en Ukraine a conduit les bailleurs à envisager de revenir sur leurs engagements en matière d’aide au développement à destination des pays pauvres pour financer leur soutien à l’Ukraine. Par exemple, le Danemark a déclaré en mars qu’il réduisait de moitié son aide au Burkina Faso cette année pour répondre à la crise en Ukraine, motif également avancé par la Suède pour annoncer son intention de réaffecter 1 milliard de dollars de son budget d’aide¹⁵⁶. S’il est bienvenu que les gouvernements donateurs allouent des fonds publics pour soutenir les personnes réfugiées ukrainiennes, la réaffectation de fonds provenant des budgets d’aide existants est très contestée et dangereuse (et tout simplement infondée) car elle puise dans les ressources déjà rares déployées pour s’attaquer et répondre aux multiples crises « oubliées » qui frappent le monde aujourd’hui. La réaffectation des budgets en faveur de l’Ukraine aurait un impact dévastateur sur les autres pays bénéficiaires et les crises qui nécessitent un soutien, amenuisant les ressources au moment où les pays et les ménages font face à de graves privations.

En raison des impacts toujours plus graves du changement climatique, de la multiplication des conflits et des inégalités persistantes, la faim et la pauvreté se perpétuent et gagnent du terrain, provoquant un nombre sans précédent de crises et de déplacements forcés de populations¹⁵⁷. Nous savons que les gouvernements donateurs peuvent déployer une réponse rapide et massive aux situations de crise lorsque la volonté politique est là. Les nations riches ont réussi, à juste titre, à réunir plus de 16 milliards de dollars en un mois pour faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine. En juin 2022, 46 milliards de dollars d’aide financière et humanitaire avaient été engagés en faveur de l’Ukraine¹⁵⁸. Au cours des deux dernières années, ces mêmes nations ont injecté plus de 16 000 milliards de dollars dans leurs économies en réponse à la pandémie de COVID-19 pour soutenir les personnes dans le besoin. En revanche, les appels lancés par les Nations Unies aux pays donateurs pour financer par exemple la réponse aux crises humanitaires en Syrie, au Yémen, dans le nord-est du Nigeria et au Soudan du Sud demeurent extrêmement sous-financés. L’appel de fonds total pour ces pays s’élève à 11,5 milliards de dollars¹⁵⁹. Les sommes engagées dans la crise ukrainienne sont énormes et devraient s’ajouter aux budgets d’aide existants, plutôt que de les ponctionner. Les gouvernements pourraient honorer leur engagement à allouer au moins 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) à l’aide destinée à l’étranger sans être contraints à de faux choix quant aux populations à aider.

Il est grand temps que les nations riches intensifient leur action pour faire face à ces multiples crises, qui sont toutes interconnectées. La solution apportée à une crise ne doit pas se faire au détriment de la résolution d’une autre. La résolution de la crise alimentaire passe par une redistribution des richesses et des ressources, tant au niveau national qu’international. Elle est donc intrinsèquement une question de courage et de volonté politiques. Les budgets d’aide étant limités, il est indispensable de faire preuve de

créativité et d'identifier de nouvelles sources de financement par le biais de la fiscalité et de l'allègement de la dette. Les recettes découlant de l'annulation de la dette et d'une fiscalité progressive sur les richesses et les bénéfices exceptionnels des entreprises devraient être investies dans des mesures puissantes et éprouvées visant à réduire les inégalités, à lutter contre la faim et la pauvreté et à construire un avenir meilleur pour toutes et tous.

Comme mentionné plus haut (Mythe 2 sur les gagnant-es et les perdant-es de la crise), l'instauration d'une fiscalité exceptionnelle sur les bénéfices excédentaires des entreprises en temps de crise et d'un impôt permanent sur la fortune des plus riches permettrait de lever des fonds importants qui pourraient être investis dans des mesures de solidarité au niveau national et international. D'après Oxfam, un impôt sur les bénéfices exceptionnels appliqué à seulement 32 entreprises pour qui la pandémie de COVID-19 s'est accompagnée de profits colossaux aurait permis de générer 104 milliards de dollars de recettes, et une taxe sur les richesses extrêmes permettrait de lever des fonds phénoménaux pour lutter contre la faim et les inégalités¹⁶⁰.

Cette fiscalité sur les grandes fortunes et les bénéfices exceptionnels des entreprises permettrait non seulement de fournir immédiatement des fonds aux gouvernements pour lutter contre la pauvreté, les inégalités et la faim, mais constituerait également une intervention juste et légitime, car elle corrigerait un système économique intrinsèquement défaillant qui, sans réforme, a tendance à reproduire les inégalités et à concentrer les bénéfices des entreprises.

Le financement ne résoudra certes pas tous ces problèmes à lui seul (des changements politiques importants sont également nécessaires pour s'attaquer à la crise climatique, aux violations des droits humains, aux conflits et aux autres facteurs qui perpétuent la faim), mais un financement suffisant est nécessaire si le monde veut corriger notre système alimentaire défaillant et inégalitaire.

Encadré 4 : Étude de cas - Sénégal

Au Sénégal, sur une population de 17 millions d'habitant-es, près de 550 000 personnes sont actuellement confrontées à une insécurité alimentaire aiguë (IPC 3 ou plus) et plus de 3 millions de personnes sont sous-alimentées¹⁶¹. Les régions les plus touchées se trouvent dans les zones les plus affectées par le changement climatique et les inégalités de revenus, comme Matam et Tambacounda. Le Sénégal dépend totalement des importations pour satisfaire ses besoins de consommation de blé. Le pays est sévèrement touché par la guerre en Ukraine : avant le conflit, il importait plus de 50 % de son blé de Russie et plus de 6 % d'Ukraine¹⁶².

Le Sénégal est vulnérable aux bouleversements du marché mondial, car il dépend fortement des importations pour satisfaire les besoins alimentaires de sa population. Les denrées alimentaires importées représentent environ la moitié de l'apport calorifique total de la population sénégalaise, puisque les céréales (blé, riz, maïs), les produits laitiers, les huiles et les oignons proviennent essentiellement de l'étranger. Ils remplacent les produits locaux (millet, sorgho, riz, fonio, lait, viande) des chaînes de valeur courtes, comme celles des exploitations familiales, même si ces dernières jouent un rôle important dans l'autonomisation des femmes et la satisfaction des besoins de base des familles. Le Sénégal présente toutefois un potentiel d'autosuffisance alimentaire intéressant, avec notamment une forte hausse de sa production céréalière en 2021¹⁶³ malgré la pandémie de COVID-19.

Outre la concurrence des produits importés, les agriculteurs et agricultrices sénégalais-es sont pénalisés-es par une politique agricole peu favorable. En 2019, la part du budget allouée à l'agriculture s'élevait à seulement 7 %, alors que le Sénégal a souscrit à l'engagement pris à Malabo d'affecter au moins 10 % du budget national à l'agriculture. Par ailleurs, les fonds limités consacrés au développement agricole sont principalement destinés aux grandes exploitations¹⁶⁴.

L'insécurité alimentaire contraint les familles à réduire leur consommation de nourriture ou la diversité de leur alimentation, et à adopter des stratégies d'adaptation plus radicales comme l'endettement ou l'exode rural.

Le Sénégal se remet encore des perturbations économiques causées par la COVID-19 et doit faire face à une forte inflation des prix alimentaires, avec par exemple une hausse du prix du pain de 16,7 % enregistrée en décembre 2021. La guerre en Ukraine fait encore grimper les prix des aliments, de l'énergie et des carburants. La flambée des prix a incité le gouvernement à prendre des mesures pour contenir les pressions inflationnistes, mais ces mesures restent insuffisantes. En juin 2022, les principales minoteries ont décidé de suspendre leurs livraisons de farine de blé parce que le gouvernement n'était pas en mesure de payer la prime due aux meuniers pour avoir subventionné le prix de vente des sacs de farine¹⁶⁵.

Encadré 5 : Étude de cas - Inde

Malgré des taux de croissance toujours élevés et des stocks de céréales suffisants¹⁶⁶, l'Inde abrite près d'un tiers de tous les enfants sous-alimentés dans le monde¹⁶⁷ et se classe 101^e sur 116 pays sur l'indice Global Hunger Index 2021¹⁶⁸. Selon la FAO, l'Inde compte 189 millions de personnes sous-alimentées, soit la plus grande population sous-alimentée du monde¹⁶⁹. Il existe en outre des inégalités socio-économiques en matière de malnutrition, les enfants pauvres issus de groupes tribaux et de la caste des Dalits (intouchables) étant plus mal nourris que les enfants des classes supérieures et des castes supérieures. Des études récentes ont révélé que 32 % des garçons de moins de cinq ans issus de castes et de tribus répertoriées présentaient une insuffisance pondérale, contre 21 % des garçons de la catégorie générale du même âge^{170,171}.

En Inde, les signes de détresse en matière de sécurité alimentaire sont évidents depuis un certain temps. Toutefois, la guerre qui a éclaté en Ukraine a encore aggravé le problème en affectant les exportations de blé et d'engrais¹⁷². L'Inde était en fait déjà aux prises avec des problèmes structurels dans le secteur agricole à l'origine d'insécurité alimentaire et de sous-nutrition bien avant le conflit. Cette situation s'explique notamment par l'absence de réformes agricoles visant à améliorer la productivité¹⁷³, par les perturbations des chaînes d'approvisionnement dues à la pandémie de COVID-19¹⁷⁴, par le changement climatique provoquant des sécheresses et des inondations fréquentes et, par conséquent, la destruction des récoltes¹⁷⁵, par la forte inflation et le coût élevé des denrées alimentaires¹⁷⁶, associés à des taux de chômage importants¹⁷⁷, d'où un pouvoir d'achat insuffisant pour se procurer des aliments nutritifs, ainsi que par un système de distribution publique disproportionnellement axé sur les céréales, marqué par des détournements et la corruption, qui n'atteint pas la population cible des pauvres et des ultrapauvres dans le pays¹⁷⁸.

Au début de la guerre en Ukraine, lorsque les blocages des exportations ont commencé, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a déclaré aux dirigeants des pays du monde que l'Inde comblerait le déficit en exportant davantage de céréales dans le monde¹⁷⁹. Il convient de préciser que l'Inde et la Chine sont les plus grands exportateurs de blé au monde¹⁸⁰. Or, l'Inde est peu de temps après revenue sur cette déclaration en interdisant l'exportation de blé, mettant sous tension les chaînes d'approvisionnement du monde entier¹⁸¹. Ce virage à 180 degrés est symptomatique de la détresse alimentaire qui règne dans le pays. Au cours des deux ou trois dernières années, ses vastes stocks de céréales ont fondu, d'une part à cause des perturbations des chaînes d'approvisionnement provoquées par les fermetures extrêmement strictes pendant la pandémie de COVID-19, et d'autre part à cause de problèmes de conservation dans les installations de stockage du gouvernement, où les céréales pourrissent¹⁸².

CONCLUSION

Il est inacceptable que des millions de personnes continuent de souffrir de la faim dans un monde d'abondance. Il est aussi inacceptable de voir les grands négociants et grandes entreprises mondiales du secteur alimentaire engranger des profits records alors qu'un nombre croissant de personnes, y compris dans les pays riches, peinent à se nourrir. Il existe des solutions et des ressources pour mettre un terme à la faim. Un changement réel, fondamental, doit avoir lieu afin d'évoluer vers un système juste, abandonnant le modèle industriel fondé sur l'exploitation et l'extraction au profit d'un modèle local et durable, qui contribue à la résilience climatique et à la réalisation du droit à l'alimentation. Il est essentiel de lutter contre les inégalités extrêmes au sein de notre système alimentaire. Taxer les bénéfiques

excédentaires et la fortune peut constituer un outil efficace afin de financer des politiques solidaires dans tous les pays. Les gouvernements et les bailleurs doivent aussi rééquilibrer le pouvoir dans les chaînes d'approvisionnement et veiller à ce que les droits des agriculteurs et agricultrices et des travailleurs et travailleuses produisant nos denrées alimentaires soient respectés. Ils doivent en outre les aider davantage à développer la production de denrées locales et durables.

NOTES

- 1 Nations Unies, Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière (2022), *Brief No.2. Global impact of the war in Ukraine: Billions of people face the greatest cost-of-living crisis in a generation.* <https://reliefweb.int/report/world/global-crisis-response-group-food-energy-and-finance-brief-no2-global-impact-war-ukraine-billions-people-face-greatest-cost-living-crisis-generation>
- 2 Oxfam (17 mai 2022), *Dans l'Afrique de l'Est ravagée par la sécheresse, la faim ferait une victime toutes les 48 secondes, alors que le monde continue à faire la sourde oreille.* Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/dans-lafrrique-de-lest-ravagée-par-la-secheresse-la-faim-ferait-une-victime>
- 3 Food Research and Action Center (2022), *Food Insufficiency During COVID-19.* <https://frac.org/foodinsufficiencycovid19#fi>, d'après les chiffres du US Census Bureau.
- 4 Voir la note méthodologique d'Oxfam International (2022), *Quand la souffrance rapporte gros : Face à l'explosion de la fortune des milliardaires et alors que le coût de la vie grimpe en flèche, il est urgent de taxer les plus riches.* <https://www.oxfam.org/fr/publications/quand-la-souffrance-rapporte-gros>
- 5 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2021), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021. Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous.* Rome : FAO. <https://www.fao.org/3/cb4474fr/cb4474fr.pdf>
- 6 *The New York Times* (22 février 2022), *Ukraine invasions threatens global wheat supply.* <https://www.nytimes.com/2022/02/24/business/ukraine-russia-wheat-prices.html>
- 7 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2022), *State of Food Security and Nutrition in the World 2022: Repurposing Food and Agricultural Policies to Make Healthy Diets More Affordable.* <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cc0639en>
- 8 J. Fanzo (2017), *From big to small: the significance of smallholder farms in the global food system.* *The Lancet Planetary Health.* [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(17\)30011-6](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(17)30011-6)
- 9 A. Hilmi et A. Nærstad (2016), *Investments in small-scale sustainable agriculture.* FAO. <https://www.fao.org/family-farming/detail/en/c/1193506/>
- 10 D. Laborde et C. Smaller (2022), *Can the G7 be a force for good in the current global food security crisis?* Blog de l'IFPRI. <https://www.ifpri.org/blog/can-g7-be-force-good-current-global-hunger-crisis>.
- 11 Ceres2030 (2020), *Sustainable Solutions to End Hunger. Summary Report.* https://ceres2030.org/wp-content/uploads/2021/03/ceres2030_en-summary-report.pdf.
- 12 En 2003, dans le cadre de la déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, les pays de l'Union africaine (UA) se sont engagés à allouer un minimum de 10 % de leurs budgets nationaux à l'agriculture afin d'atteindre une croissance de 6 % dans le secteur agricole. Cet engagement politique a été réaffirmé dans la Déclaration de Malabo une décennie plus tard. Source : Union africaine (2014), *Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie.* <https://www.comesa.int/wp-content/uploads/2020/10/Malabo-Declaration-on-Agriculture-French.pdf>. Pour une évaluation des progrès accomplis par rapport à l'engagement des 10 %, voir Union africaine (2022), *Troisième rapport d'examen biennal du PDDAA, 2015-2021.* https://au.int/sites/default/files/documents/41573-doc-FRENCH_CAADP_BR_2015-2021_Report_final.pdf
- 13 Government Spending Watch (2022), *Spending on agriculture in multiple countries 2021.* <https://tinyurl.com/4acayrff>
- 14 A. Franck et A. Prapha (2021), *Pas tou-te-s à la même enseigne : Comment la pandémie a enrichi la grande distribution et fragilisé les travailleuses.* Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/not-in-this-together-how-supermarkets-became-pandemic-winners-while-women-worked-621194/>
- 15 Ibid ; Oxfam (2022), *Quand la souffrance rapporte gros*, op. cit.

- 16 Oxfam (4 avril 2022), *Crise alimentaire en Afrique de l'Ouest : la pire situation en dix ans, avec 27 millions de personnes souffrant de la faim*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/crise-alimentaire-en-afrique-de-louest-la-pire-situation-en-dix-ans-avec-27>
- 17 Oxfam (17 mai 2022), *Dans l'Afrique de l'Est ravagée par la sécheresse, la faim ferait une victime toutes les 48 secondes, alors que le monde continue à faire la sourde oreille*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/dans-lafrique-de-est-ravagée-par-la-secheresse-la-faim-ferait-une-victime>
- 18 IGAD, FAO, FEWS NET, PAM et Commission européenne (2022), *Unprecedented drought brings threat of starvation to millions in Ethiopia, Kenya, and Somalia*. Déclaration conjointe, 9 juin. <https://fews.net/sites/default/files/Joint%20Statement%20Horn%20of%20Africa%209%20June%202022.pdf>
- 19 OCHA (2022), *Humanitarian Needs Overview: Syrian Arab Republic (February 2022)*. <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/2022-humanitarian-needs-overview-syrian-arab-republic-february-2022>
- 20 Oxfam (15 mars 2022), *"Before we feared dying of war, now we fear dying of hunger": Ukraine crisis propelling hunger in Syria*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/we-feared-dying-war-now-we-fear-dying-hunger-ukraine-crisis-propelling-hunger-syria>
- 21 La classification de l'insécurité alimentaire aiguë de l'IPC décrit la sévérité de l'insécurité alimentaire aiguë selon cinq phases : (1) aucune/minimale ; (2) sous pression ; (3) crise ; (4) urgence ; (5) catastrophe/famine. Pour plus d'informations, consultez le site Web du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) : <https://www.ipcinfo.org/>
- 22 Réseau mondial contre les crises alimentaires/Food Security Information Network (FSIN) (2022), *Global Report on Food Crises 2022: Joint Analysis for Better Decisions*. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000138913/download/?_ga=2.198915631.1019220273.1656329489-
- 23 Nations Unies, Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière (2022), *Brief No.2. Global impact of the war in Ukraine: Billions of people face the greatest cost-of-living crisis in a generation*. <https://reliefweb.int/report/world/global-crisis-response-group-food-energy-and-finance-brief-no2-global-impact-war-ukraine-billions-people-face-greatest-cost-living-crisis-generation>
- 24 IPC. (2022). *Somalia faces increased Risk of Famine as acute food insecurity, malnutrition and mortality worsen*. <https://reliefweb.int/report/somalia/somalia-faces-increased-risk-famine-acute-food-insecurity-malnutrition-and-mortality-worsen>
- 25 FAO (2022), *Information Note: The importance of Ukraine and the Russian Federation for global agricultural markets and the risks associated with the current conflict*. <https://www.fao.org/3/cb9236en/cb9236en.pdf>
- 26 Oxfam. (17 juillet 2022). *"Two-weeks increase in food billionaires' wealth enough to fully fund East Africa hunger crisis response"*: Food inflation in some East African countries outstrips global average leaving millions hungry. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/two-weeks-increase-food-billionaires-wealth-enough-fully-fund-east-africa-hunger>.
- 27 Chiffres basés sur des informations obtenues par Oxfam en juin 2022 auprès d'une organisation partenaire locale en Somalie.
- 28 Voir la note méthodologique d'Oxfam International (2022), *Quand la souffrance rapporte gros*, op. cit. <https://www.oxfam.org/fr/publications/quand-la-souffrance-rapporte-gros>
- 29 Oxfam (17 juillet 2022), *"Two-weeks increase in food billionaires' wealth enough to fully fund East Africa hunger crisis response"*, op. cit.
- 30 Groupe de travail régional sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FSNWG) en Afrique de l'Ouest (2022), *Sahel and West Africa: Unprecedented Food and Nutrition Insecurity*. https://www.food-security.net/wp-content/uploads/2022/04/FSNWG-Avril-2022_Final.pdf
- 31 Trading Economics (2022), *Food Inflation: Africa*. <https://tradingeconomics.com/country-list/food-inflation?continent=africa>
- 32 A. Barua (2022), *Sizzling food prices are leading to global heartburn*. Deloitte. <https://www2.deloitte.com/xe/en/insights/economy/global-food-prices-inflation.html>

- 33 Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture (USDA). (2021). *Food spending as a share of income declines as income rises*. <https://www.ers.usda.gov/data-products/chart-gallery/gallery/chart-detail/?chartId=58372>
- 34 J. Blas (2021), *Crop giant Cargill reports biggest profit in 156-year history*. Bloomberg UK. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-08-06/crop-giant-cargill-reports-biggest-profit-in-156-year-history>
- 35 Bunge (2022), *Bunge Reports First Quarter 2022 Results*. <https://investors.bunge.com/investors/news-and-events/press-releases/year/2022/04-27-2022>
- 36 ADM (2022), *ADM Reports First Quarter Earnings per Share of \$1.86, \$1.90 on an Adjusted Basis*. <https://investors.adm.com/news/news-details/2022/ADM-Reports-First-Quarter-Earnings-per-Share-of-1.86-1.90-on-an-Adjusted-Basis/default.aspx>
- 37 Reuters (24 janvier 2022), *Poor nations pay highest debt service in 20 years – campaigners*. <https://www.reuters.com/world/poor-nations-pay-highest-debt-service-20-years-campaigners-2022-01-24/>
- 38 CNUCED (2022), *Soaring debt burden jeopardizes recovery of least developed countries*. <https://unctad.org/topic/least-developed-countries/chart-march-2022>
- 39 ONUSIDA (19 mai 2022), *À Davos, l'ONUSIDA annonce l'échec de la reprise économique et de la sécurité sanitaire si les leaders ne luttent pas contre les inégalités*. Communiqué de presse. https://www.unaids.org/fr/resources/presscentre/pressreleaseandstatementarchive/2022/may/20220521_PR_WEF
- 40 Infobae (18 avril 2022), *The IMF suggested temporarily raising taxes on companies with excessive profits*. <https://www.infobae.com/en/2022/04/18/the-imf-suggested-temporarily-raising-taxes-on-companies-with-excessive-profits/> ; Bloomberg Tax (14 mars 2022), *Windfall Tax to Ease Impact of Power Price Surge: OECD*. <https://news.bloombergtax.com/daily-tax-report/windfall-tax-to-ease-impact-of-power-price-surge-oecd> ; Oxfam International (8 mars 2022), *EU proposal to tax excess profits much needed and should not be limited only to energy companies*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/eu-proposal-tax-excess-profits-much-needed-and-should-not-be-limited-only-energy>
- 41 C. Thykjaer et J. Aguado (28 juillet 2022), *Spanish ruling coalition proposes windfall tax on utilities and banks*. Reuters. <https://www.reuters.com/world/europe/spanish-ruling-coalition-proposes-windfall-tax-utilities-banks-2022-07-28/>
- 42 C. Albanese (2 mai 2022), *Italy Raises Windfall Tax on Energy Industry Profits to 25%*. Bloomberg UK. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-05-02/italy-passes-15-billion-aid-package-focused-on-energy-relief#xj4y7vzkg>
- 43 Pour plus d'informations sur les taxes sur les bénéficiaires excédentaires, voir U. Gneiting, N. Lusiani et I. Tamir (2022), *COVID-19 : Les profits de la crise. Comment passer d'une économie au service des 1 % à une économie qui profite à tou-te-s*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/covid-19-les-profits-de-la-crise>
- 44 Ibid.
- 45 Oxfam International et Institute for European Environmental Policy (2021), *Les inégalités des émissions en 2030 : L'empreinte carbone par habitant et l'objectif de 1,5°C*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/carbon-inequality-in-2030-per-capita-consumption-emissions-and-the-15c-goal-621305/>
- 46 Les données sur l'insuffisance alimentaire proviennent du Food Research and Action Center (2022), *Food Insufficiency During COVID-19*. <https://frac.org/foodinsufficiencycovid19#fi>, d'après les chiffres du US Census Bureau. Voir également US Census Bureau COVID-19 Site (2020), *Food Security Status of U.S. Households in 2020*. <https://covid19.census.gov/documents/f7a4a95faea045768e96f5a90ec2d64c/explore>
- 47 Ibid.
- 48 Voir R. Wile (19 avril 2022), *The three forces driving inflation higher and what it will take to cool them off*. NBC News. <https://www.nbcnews.com/business/consumer/inflation-rate-higher-consumer-prices-driving-forces-rcna24128> ; et D. Rushe (12 avril 2022), *US inflation climbed to 8.5% in March, highest rate since 1981*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/business/2022/apr/12/us-inflation-rate-march-2022>

- 49 Les chiffres relatifs au recours au programme SNAP proviennent de USDA Food and Nutrition Service (2022), *SNAP Data Tables*. <https://www.fns.usda.gov/pd/supplemental-nutrition-assistance-program-snap> ; les chiffres sur la population des États-Unis sont issus de United States Census Bureau (2020), *U.S. and the World Population Clock*. <https://www.census.gov/popclock/>. Voir également L. Reiley (21 mars 2022), *Higher food prices around the country are pushing more Americans to food banks*. *The Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/business/2022/03/21/food-bank-need-surges-with-inflation/>
- 50 Annie E. Casey Foundation (2021), *Food Deserts in the United States*. <https://www.aecf.org/blog/exploring-america-food-deserts>
- 51 K. Henderson (2022), *The Crisis of Low Wages in the US: Who makes less than \$15 an hour in 2022?* Oxfam Amérique. <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/the-crisis-of-low-wages-in-the-us/>
- 52 N. Lakhani (14 avril 2021), *One in four faced food insecurity in America's year of hunger, investigation shows*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/environment/2021/apr/14/americas-year-of-hunger-how-children-and-people-of-color-suffered-most>
- 53 FAO (2022), *Information Note: The importance of Ukraine and the Russian Federation for global agricultural markets and the risks associated with the current conflict*, op. cit.
- 54 IPES-FOOD (2022), *Another Perfect Storm? How the failure to reform food systems has allowed the war in Ukraine to spark a third global food price crisis in 15 years, and what can be done to prevent the next one*. https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/AnotherPerfectStorm.pdf
- 55 AMIS Market Monitor No. 100, July 2022. http://www.amis-outlook.org/fileadmin/user_upload/amis/docs/Market_monitor/AMIS_Market_Monitor_current.pdf
- 56 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2021), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021*, op. cit.
- 57 A. de Janvry et E. Sadoulet (2011), *Subsistence farming as a safety net for food price shocks*. *Development in Practice* 21(4-5): 449-456.
- 58 H. Boteau et M.J. Cohen (2020), *Gender inequality and food insecurity: A dozen years after the food price crisis, rural women still bear the brunt of poverty and hunger*. *Advances in Food Security and Sustainability*, 2020, 5: 53-117. <https://doi.org/10.1016/bs.af2s.2020.09.001>
- 59 M. Ruel (2020), *Growing Cities, Growing Food Insecurity: How to Protect the Poor during Rapid Urbanization*. Série d'essais Reset the Table, Center for Strategic and International Studies (CISS). <https://www.csis.org/analysis/growing-cities-growing-food-insecurity-how-protect-poor-during-rapid-urbanization>
- 60 C. Tacoli (2019), *Urban food security and malnutrition are about more than just food*. Blog de l'IIED. <https://www.iied.org/urban-food-insecurity-malnutrition-are-about-more-just-food>
- 61 Ibid.
- 62 Observations des auteur-es lors de leur travail de terrain en Haïti, 2007-2018.
- 63 Commission européenne (2022), *Safeguarding food security and reinforcing the resilience of food systems*. https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/food-farming-fisheries/key_policies/documents/safeguarding-food-security-reinforcing-resilience-food-systems.pdf
- 64 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2022), *Changement climatique : une menace pour le bien-être de l'humanité et la santé de la planète. Il est possible, en agissant maintenant, de préserver notre avenir*. Communiqué de presse. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2022/02/PR_WGII_AR6_french.pdf
- 65 Ibid.
- 66 J. Luckmann, C. Chemnitz et O. Luckmann (2022), *Effects of a change to fallow land in the EU on the global grain market*. Heinrich Böll Stiftung. <https://eu.boell.org/sites/default/files/2022-04/E-Paper%20Analysis%20fallow%20land.pdf>
- 67 A. Muscat, E.M. de Olde, I.J.M. de Boer, R. Ripoll-Bosch (2020), *The battle for biomass: A systematic review of food-feed-fuel competition*. *Global Food Security*, Vol. 25. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2019.100330>

- 68 M. Berners-Lee, C. Kennelly, R. Watson et C.N. Hewitt (2018), *Current global food production is sufficient to meet human nutritional needs in 2050 provided there is radical societal adaptation*. *Elementa: Science of the Anthropocene*, 1er janvier; 6 52.
<https://online.ucpress.edu/elementa/article/doi/10.1525/elementa.310/112838/Current-global-food-production-is-sufficient-to>
- 69 Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) (2013), *L'EFSA établit les besoins moyens en apports énergétiques*. Communiqué de presse. <https://www.efsa.europa.eu/fr/press/news/130110>.
- 70 E. Terazono et C. Hodgson (11 juin 2022), *Food vs fuel: Ukraine war sharpens debate on use of crops for energy*. *Financial Times*. <https://www.ft.com/content/b424067e-f56b-4e49-ac34-5b3de07e7f08>
- 71 H. Ritchie (2019), *Half of the world's habitable land is used for agriculture*. Our World in Data. <https://ourworldindata.org/global-land-for-agriculture>
- 72 Ibid.
- 73 British Heart Foundation (non daté), *Protein: What you need to know*. *Heart Matters Magazine*. <https://www.bhf.org.uk/informationsupport/heart-matters-magazine/nutrition/protein>
- 74 Greenpeace (23 mars 2022), *Reduce EU meat factory farming to replace Ukraine's wheat*. Communiqué de presse. <https://www.greenpeace.org/eu-unit/issues/nature-food/46105/reduce-eu-meat-factory-farming-to-replace-ukraines-wheat/>
- 75 Comme l'ont expliqué des centaines de scientifiques et plusieurs groupes scientifiques, la coupe d'arbres pour produire de l'électricité et du chauffage augmente les émissions de gaz à effet de serre sur des décennies, voire un siècle (voir C. Hanson et al. (2022), *The Ukraine Crisis Threatens a Sustainable Food Future*. World Resources Institute. https://www.wri.org/insights/ukraine-food-security-climate-change?utm_source=linkedin&utm_medium=world+resources+institute&utm_campaign=socialmedia&utm_term=f95d8bd7-e1d4-4f2f-a308-397cf718bc01). Des analyses ont également montré l'inefficacité de la biomasse (T. Searchinger et R. Heimlich (2015), *Avoiding Bioenergy Competition for Food Crops and Land*. World Resources Institute. <https://www.wri.org/research/avoiding-bioenergy-competition-food-crops-and-land>). Pour fournir ne serait-ce que 10 % du carburant liquide pour le transport à l'échelle mondiale en 2050, il faudrait récolter l'équivalent d'une année entière d'énergie à partir de 30 % de toutes les cultures aujourd'hui produites dans le monde. Une récente étude (T. J. Lark, N. P. Hendricks, A. Smith et H. K. Gibbs (2022), *Environmental Outcomes of the US Renewable Fuel Standard*. *Proceedings of the National Academy of Sciences* (PNAS). <https://www.pnas.org/doi/full/10.1073/pnas.2101084119>) suggère que l'intensité en carbone de l'éthanol américain pourrait être supérieure d'environ 24 % à celle de référence pour l'essence. Les États-Unis utilisent 30 à 40 % de leur approvisionnement en maïs pour produire de l'éthanol qui ne représente que 5 % du carburant utilisé dans les transports aux États-Unis. Ce processus est encore plus néfaste pour le climat que de brûler des combustibles fossiles. Voir U.S. Energy Information Administration (EIA) (2022), *Use of energy explained: Energy use for transportation*. <https://www.eia.gov/energyexplained/use-of-energy/transportation.php#:~:text=Petroleum%20is%20the%20main%20source,distillates%2C%20contributed%20about%205%25>; et L. Douglas (14 février 2022), *U.S. corn-based ethanol worse for the climate than gasoline, study finds*. Reuters. <https://www.reuters.com/business/environment/us-corn-based-ethanol-worse-climate-than-gasoline-study-finds-2022-02-14/>
- 76 M.-O. Herman et J. Mayrhofer (2016), *Agrocarburants : comment l'Europe réchauffe la planète*. *Mainmise de l'industrie sur la politique bioénergétique de l'UE*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/agrocarburants-comment-leurope-rechauffe-la-planete>
- 77 M.C. Rulli et al. (2016), *The water-land-food nexus of first-generation biofuels*. *Scientific Reports*, 6, 22521. <https://doi.org/10.1038/srep22521>
- 78 Transport & Environment. (24 mars 2022), *Food crisis: Europe burns equivalent of 15 million loaves of bread every day in cars*. Communiqué de presse. <https://www.transportenvironment.org/discover/food-crisis-europe-burns-equivalent-of-15-million-loaves-of-bread-each-day-in-cars/>
- 79 France 24 (23 mars 2022), *Retarder la transition agricole, une mauvaise réponse à la sécurité alimentaire ?* <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20220323-retarder-la-transition-agricole-une-mauvaise-reponse-%C3%A0-la-s%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire>

- 80 Alternative Fuels Data Center (2021), *U.S. Corn Production and Portion Used for Fuel Ethanol*. <https://afdc.energy.gov/data/10339>
- 81 M. Le Page (14 mars 2022), *Cutting biofuels can help avoid global food shock from Ukraine war*. *New Scientist*. <https://www.newscientist.com/article/2312151-cutting-biofuels-can-help-avoid-global-food-shock-from-ukraine-war/>
- 82 IPES-Food (2016), *From Uniformity to Diversity. A paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems*. https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/UniformityToDiversity_FULLL.pdf ; CFS/HLPE (2019), *Approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition : Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition*. 17 juillet 2019. <https://www.fao.org/3/ca5602fr/ca5602fr.pdf>
- 83 E. Recine et al. (2021), *The Indispensable Territorial Dimension of Food Supply: A View from Brazil During the COVID-19 pandemic*. *Development (Society for International Development)*, 1-6. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC8504428/> ; voir aussi CSM/HOTL (2016), *Connecting Smallholders to Markets: an analytical guide*, op. cit.
- 84 Global Network against Food Crises et FSIN (2022), *Global Report on Food Crises. Joint Analysis for Better Decisions*. <https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC%202022%20Final%20Report.pdf>
- 85 FAO (2022), *The importance of Ukraine and the Russian Federation for global agricultural markets and the risks associated with the current conflict*, op. cit.
- 86 Ibid.
- 87 Ibid.
- 88 A. Franck et A. Prapha (2021), *Pas tou-te-s à la même enseigne*, op. cit.
- 89 K.F. Nwanze (2011), *Viewpoint: Smallholders can feed the world*. Fonds international de développement agricole (FIDA). https://www.ifad.org/documents/38714170/40706188/Smallholders+can+feed+the+world_f.pdf/460ca6c2-7621-40d8-9f79-a56f6f8fa75e
- 90 Une recherche d'Oxfam révèle l'explosion de la fortune des milliardaires pendant la pandémie de COVID-19, les entreprises des secteurs de l'alimentation, des produits pharmaceutiques, de l'énergie et des technologies engrangeant des profits record tandis que des millions de personnes à travers le monde sont confrontées à une crise du coût de la vie du fait des effets persistants de la pandémie et de l'augmentation rapide du prix des produits de première nécessité, notamment les denrées alimentaires et l'énergie. Voir Oxfam (2022), *Quand la souffrance rapporte gros*, op. cit.
- 91 A. Franck et A. Prapha (2021), *Pas tou-te-s à la même enseigne*, op. cit. ; E. Farr, L. Finnigan, J. Grace et M. Truscott (2022), *Un retard dangereux 2 : Le coût de la négligence*. Oxfam et Save the Children. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/dangerous-delay-2-the-cost-of-inaction-621373/> ; R. Willoughby et T. Gore (2018), *Derrière le code-barre : des inégalités en chaînes*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/derriere-le-code-barre-des-inegalites-en-chaines>
- 92 W. Anseeuw et G.M. Baldinelli (2020), *Uneven Ground: Land inequality at the heart of unequal societies*. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2020-11/uneven-ground-land-inequality-unequal-societies.pdf> ; UN Habitat, ANGO et GLTN (2021), *Securing Land Rights of Smallholder Farmers*. <https://landportal.org/library/resources/securing-land-rights-smallholder-farmers>.
- 93 A. Franck et A. Prapha (2021), *Pas tou-te-s à la même enseigne*, op. cit.
- 94 Banque africaine de développement, et al. (2022), *International Financial Institution (IFI) Action Plan to Address Food Insecurity*. <https://www.imf.org/-/media/Files/News/press-release/2022/ifisactionplan-final.ashx>
- 95 E. C. Iloh, M. Nwokedi, C. F. Onyebukwa et Q. Ekeocha (2020), 'World Trade Organization's Trade Liberalization Policy on Agriculture and Food Security in West Africa'. Dans N. Edomah (ed.), *Regional Development in Africa*. [10.5772/intechopen.86558](https://doi.org/10.5772/intechopen.86558)

- 96 Ces marchés locaux et régionaux sont appelés « marchés territoriaux », un concept développé par le Mécanisme de la société civile (MSC) du Comité des Nations Unies pour la sécurité alimentaire mondiale. Les marchés territoriaux sont directement liés aux systèmes alimentaires locaux, nationaux et/ou régionaux. Cela signifie que la plupart des aliments dans le monde sont produits, transformés, échangés ou distribués au sein d'un territoire donné. Plus ou moins formels, ces marchés territoriaux contribuent au développement socio-économique local, sont inclusifs et diversifiés, et remplissent diverses fonctions en plus de l'approvisionnement alimentaire. Comme ils sont plus rémunérateurs, ils renforcent l'autonomie des paysan·nes. Les marchés territoriaux se distinguent des chaînes de valeur et mettent davantage l'accent sur l'engagement des paysan·nes et des acteurs à petite échelle. Voir MSC/Hands On The Land (HOTL) (2016), *Connecting Smallholders to Markets: an analytical guide*. <https://www.csm4cfs.org/connecting-smallholders-markets-analytical-guide/#:~:text=This%20analytical%20guide%20examines%20how,and%20regional%20policies%20and%20programmes>
- 97 La pandémie de COVID-19 a également mis en évidence les vulnérabilités importantes des systèmes alimentaires mondiaux aux chocs externes. La pandémie a notamment montré que les marchés territoriaux et les chaînes d'approvisionnement courtes sont souvent des composantes essentielles des systèmes agroalimentaires, réduisant la vulnérabilité aux fluctuations des marchés internationaux. Il est donc devenu doublement important d'avoir des politiques qui soutiennent et renforcent les marchés territoriaux. FAO (2022), *Cartographie des marchés territoriaux : Méthodologie et directives pour la collecte participative de données. Deuxième édition*. Rome : FAO. <https://www.fao.org/publications/card/fr/c/CB9484FR>
- 98 FIDA (2020), *Territorial markets as a basis for building sustainable, resilient, nutritious food systems*. IFAD Farmers' Forum. https://www.ifad.org/documents/38714174/41783795/se_territorial.pdf/b648cb53-21c8-705b-4a9e-9b9b0f81338b
- 99 Voir par exemple FMI (2021), *Global Trade Liberalization and the Developing Countries*. <https://www.imf.org/external/np/exr/ib/2001/110801.htm> ; et K. Anderson, J. Cockburn et M. John (2010), *Agricultural Price Distortions, Inequality, and Poverty*. Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/2430>
- 100 Voir par exemple FAO (2004), *La situation des marchés des produits agricoles*. <https://www.fao.org/3/Y5419F/y5419f.pdf> ; et FAO (2016), *La situation des marchés des produits agricoles 2015-16. Commerce et sécurité alimentaire: trouver un meilleur équilibre entre les priorités nationales et le bien commun*. <https://www.fao.org/3/i5090f/i5090f.pdf>.
- 101 Voir par exemple J. Clapp (2014), *Trade Liberalization and Food Security: Examining the Linkages*. DOI : [10.13140/RG.2.1.4667.2408](https://doi.org/10.13140/RG.2.1.4667.2408) ; et P. Barlow, R. Loopstra, V. Tarasuk et A. Reeves (2020), *Liberal trade policy and food insecurity across the income distribution: an observational analysis in 132 countries, 2014-17*. [https://www.thelancet.com/pdfs/journals/langlo/PIIS2214-109X\(20\)30263-1.pdf](https://www.thelancet.com/pdfs/journals/langlo/PIIS2214-109X(20)30263-1.pdf)
- 102 O. de Schutter (2010), *Food Commodities Speculation and Food Price Crises: Regulation to reduce the risks of price volatility*. Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation. Note d'information 02. http://www.srfood.org/images/stories/pdf/otherdocuments/20102309_briefing_note_02_en_ok.pdf
- 103 Groupe de la Banque mondiale, FMI, PAM et OMC (2022), *Joint Statement: The Heads of the World Bank Group, IMF, WFP and WTO Call for Urgent Coordinated Action on Food Security*. <https://www.wfp.org/news/joint-statement-heads-world-bank-group-imf-wfp-and-wto-call-urgent-coordinated-action-food>
- 104 Concernant les restrictions à l'exportation, la 12e réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui s'est tenue récemment, a convenu que : « Les Membres n'imposeront pas de prohibitions ou restrictions à l'exportation de produits alimentaires achetés à des fins humanitaires non commerciales par le Programme alimentaire mondial. » OMC (2022), *Décision ministérielle sur l'exemption des prohibitions ou restrictions à l'exportation pour les achats de produits alimentaires du Programme alimentaire mondial*, adoptée le 17 juin 2022. Conférence ministérielle de l'OMC, douzième session, Genève, 12-15 juin 2022. <https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/SS/directdoc.aspx?filename=r:/WT/MIN22/29.pdf&Open=True>
- 105 Le système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) est une plateforme inter-agences qui vise à améliorer la transparence des marchés alimentaires et la réponse politique pour la sécurité alimentaire. Créé en 2011 par les ministres de l'Agriculture du G20 à la suite des crises mondiales des prix alimentaires de 2007-2008 et 2011, il réunit les principaux pays commerçants de produits agricoles pour évaluer l'état des réserves alimentaires mondiales. Voir : <http://www.amis-outlook.org/>

- 106 Déclaration du G7 sur la sécurité alimentaire mondiale, Elmau, 28 juin 2022.
<http://www.g8.utoronto.ca/summit/2022elmau/220628-food-security.html>
- 107 FAO (2021), *Public food stockholding: A review of policies and practices*.
<https://www.fao.org/3/cb7146en/cb7146en.pdf>
- 108 Comme le souligne aussi le rapport spécial d'IPES-Food intitulé « *Another Perfect Storm?* », ces réserves contribuent également à empêcher les pays d'instaurer des interdictions d'exportation unilatérales qui déstabilisent davantage les marchés. IPES-Food (2022), *Another Perfect Storm?*, op. cit., p. 23.
- 109 Lors de la 12e réunion ministérielle de l'OMC qui s'est tenue récemment, l'organisation n'a pas entrepris d'approuver pleinement la détention de stocks publics (DSP). OMC (2022), *Déclaration ministérielle sur la réponse urgente à l'insécurité alimentaire*, op. cit. Voir également E. Díaz-Bonilla (2017), 'Public stockholding programs: What options for a permanent solution?' Dans V. Piñeiro et M. Piñeiro (eds), *Agricultural Trade Interests and Challenges at the WTO Ministerial Conference in Buenos Aires: A Southern Cone perspective*. Chapitre 4, pp. 55-70. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) ; Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture (IICA), et al. San Jose, Costa Rica.
<http://ebrary.ifpri.org/cdm/ref/collection/p15738coll2/id/131542>
- 110 L'AGOA est un texte de loi qui a été approuvé par le Congrès des États-Unis en 2000. Son objectif déclaré est de soutenir les pays d'Afrique subsaharienne et d'améliorer les relations économiques entre les États-Unis et la région. Voir <https://ustr.gov/issue-areas/trade-development/preference-programs/african-growth-and-opportunity-act-agoa>
- 111 Par exemple, lorsque les prix alimentaires sont élevés ou volatils, les pays à faible revenu et déficit vivrier (PFRDV) devraient être temporairement autorisés à adopter des politiques telles que des subventions intelligentes ou des stocks régulateurs, qui pourraient autrement être perçues comme faussant les échanges au regard des règles de l'OMC.
- 112 Heinrich Böll Stiftung (2017), *AgriFood Atlas: Facts and figures about the corporations that control what we eat*.
<https://www.boell.de/en/agri-food-atlas>
- 113 Ibid.
- 114 M.-O. Herman, R. Kelly et R. Nash. (2011). *Spéculation et sécurité alimentaire : fini de jouer. Réguler les marchés financiers pour cultiver un avenir meilleur*. Oxfam International.
<https://www.oxfam.org/fr/publications/speculation-et-securite-alimentaire-fini-de-jouer>
- 115 Centre de recherche sur le développement, Université de Bonn (2022), *Speculation risks in food commodity markets in the context of the 2022 price spikes: Implications for policy*.
https://www.zef.de/fileadmin/user_upload/ZEF_Policy_Brief_40_eng-27_4_2022.pdf
- 116 Oxfam (1er décembre 2016), *New EU market rules leave millions of people at mercy of volatile food prices*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/new-eu-market-rules-leave-millions-people-mercy-volatile-food-prices>
- 117 La directive sur les marchés d'instruments financiers (MiFID II ou directive 2014/65/UE) est un acte juridique de l'Union européenne. Aux côtés du règlement no 600/2014, elle fournit un cadre juridique aux marchés de valeurs mobilières, aux intermédiaires d'investissement et aux plateformes de négociation. Voir : https://ec.europa.eu/info/law/markets-financial-instruments-mifid-ii-directive-2014-65-eu_en. La loi Dodd-Frank sur la réforme de Wall Street et la protection des consommateurs et consommatrices est une loi fédérale américaine promulguée en réponse à la crise financière de 2007-2008. Elle vise à améliorer la stabilité financière et cible les secteurs du système financier considérés comme responsables de la crise, notamment les banques, les prêteurs hypothécaires et les agences de notation. Voir The White House, President Barack Obama. *Wall Street Reform: The Dodd-Frank Act*. <https://obamawhitehouse.archives.gov/economy/middle-class/dodd-frank-wall-street-reform> ; et M. Singh (2022), *The 2007-2008 Financial Crisis in Review*. Investopedia.
<https://www.investopedia.com/articles/economics/09/financial-crisis-review.asp>

- 118 Après la crise des prix alimentaires de 2007-2008, les gouvernements se sont engagés à accroître la transparence des marchés et à lutter contre la spéculation sur les produits de base. Parmi les mesures adoptées, citons l'adoption des recommandations formulées en 2011 par le CSA sur la volatilité des prix et la sécurité alimentaire, appelant les gouvernements à « renforcer la transparence, la réglementation et le contrôle des marchés dérivés des produits agricoles ». Toutefois, compte tenu du contexte actuel, les mesures mises en œuvre ont été insuffisantes. Voir IPES-Food (2022), *Another Perfect Storm?*, op. cit.
- 119 H. Botreau et M. J. Cohen (2020), *Gender inequality and food insecurity*, op. cit.
- 120 Ibid ; voir également L. Nkengla-Asi, M.J. Cohen et M. del Rosario Castro Bernardini (2022), 'Beyond COVID-19: Building the resilience of vulnerable communities in African food systems'. Dans P. Castellanos, C. Sachs et A.R. Tickamyer (eds), *Gender, Food and COVID-19: Global Stories of Harm and Hope*. Londres et New York : Routledge, pp. 135-143. Livre en accès libre disponible à l'adresse suivante : <https://www.routledge.com/Gender-Food-and-COVID-19-Global-Stories-of-Harm-and-Hope/Castellanos-Sachs-Tickamyer/p/book/9781032055985>
- 121 Ibid ; et L. Nkengla-Asi, et al, ibid.
- 122 H. Botreau et M. J. Cohen (2020), *Gender inequality and food insecurity*, op. cit.
- 123 Ibid.
- 124 K. B. Johnson-Mbayo (2020), *Une famille affligée par la faim en raison du coronavirus*. Oxfam en Afrique de l'Ouest. <https://westafrica.oxfam.org/fr/latest/stories/une-famille-afflig%C3%A9e-par-la-faim-en-raison-du-coronavirus>
- 125 Banque mondiale (2008), *World Development Report 2008: Agriculture for Development*. <https://doi.org/10.1596/978-0-8213-6807-7>
- 126 Ibid.
- 127 FAO. (2011). *The State of Food and Agriculture 2010–2011: Women in Agriculture, Closing the Gender Gap for Development*. Rome : FAO. <https://www.fao.org/3/i2050e/i2050e.pdf>
- 128 Ibid.
- 129 Ibid.
- 130 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2020), *Rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres*. <https://www.ipcc.ch/srccl/>
- 131 A. Wezel, S. Bellon, T. Doré, et al. (2009), *Agroecology as a science, a movement and a practice: A review*. <https://doi.org/10.1051/agro/2009004> ; et IPES-Food (2020), *Valeur(s) ajoutée(s) de l'agroécologie : Déverrouiller le potentiel de transition en Afrique de l'Ouest*. [https://www.ipes-food.org/img/upload/files/IPES-Food_RapportIntegral_OA_FR\(2\).pdf](https://www.ipes-food.org/img/upload/files/IPES-Food_RapportIntegral_OA_FR(2).pdf)
- 132 R. Mukerji (2019), *Climate Change and Hunger*. Global Hunger Index. <https://www.globalhungerindex.org/issues-in-focus/2019.html>
- 133 CDP (2020), *CDP Africa Report: Benchmarking Progress Towards Climate Safe Cities, States, and Regions*. <https://www.cdp.net/en/research/global-reports/africa-report>
- 134 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2020), *Rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres*, op. cit.
- 135 Banque mondiale (2013), *Turn Down the Heat: Climate Extremes, Regional Impacts, and the Case for Resilience*. https://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Full_Report_Vol_2_Turn_Down_The_Heat_Climate_Extremes_Regional_Impacts_Case_for_Resilience_Print%20version_FINAL.pdf
- 136 One Earth (2021), *The nitrogen challenge*. <https://doi.org/10.1016/j.oneear.2021.01.001>
- 137 J. Duncombe (23 août 2021), *Index Suggests That Half of Nitrogen Applied to Crops Is Lost*. Eos. <https://eos.org/articles/index-suggests-that-half-of-nitrogen-applied-to-crops-is-lost>

- 138 CarbonBrief (7 octobre 2020), *Nitrogen fertiliser use could 'threaten global climate goals'*. <https://www.carbonbrief.org/nitrogen-fertiliser-use-could-threaten-global-climate-goals/>
- 139 IPES-Food (2022), *Another Perfect Storm?*, op. cit.
- 140 FAO (non daté), *La biodiversité au service de l'humanité*. <https://www.fao.org/3/v1430f/v1430F04.htm>
- 141 Global Commission on Adaptation (2019), *Adapt Now: A Global Call for Leadership on Climate Resilience*. https://gca.org/wp-content/uploads/2019/09/GlobalCommission_Report_FINAL.pdf
- 142 CFS/HLPE (2019), *Approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition*, op. cit.
- 143 N. P. Louwaars et W. S. de Boef (2012), *Integrated Seed Sector Development in Africa: A Conceptual Framework for Creating Coherence Between Practices, Programs, and Policies*. Wageningen University and Research. <https://research.wur.nl/en/publications/integrated-seed-sector-development-in-africa-a-conceptual-framework>
- 144 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2020), *Rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres*, op.cit.
- 145 CFS/HLPE (2019), *Approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition*, op. cit.
- 146 CIDSE (2021), *Réorienter les financements au service de l'agroécologie : Transformer l'aide au développement pour soutenir l'agroécologie*. <https://www.cidse.org/wp-content/uploads/2021/04/FR-Making-money-move-for-agroecology.pdf>
- 147 Global Commission on Adaptation (2019), *Adapt Now: A Global Call for Leadership on Climate Resilience*, op. cit.
- 148 Programme alimentaire mondial (PAM) (2020), *Food assistance: a step to peace and stability*. <https://www.wfp.org/conflict-and-hunger>
- 149 Global Network against Food Crises et FSIN (2022), *Global Report on Food Crises. Joint Analysis for Better Decisions*. <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cb9997en/>
- 150 Oxfam International (2022), *Les femmes face au fardeau de la faim : des choix impossibles*. <https://www.oxfam.org/fr/les-femmes-face-au-fardeau-de-la-faim-des-choix-impossibles>
- 151 PAM (2020), *Faim, conflits et amélioration des perspectives de paix*. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000120240/download/?_ga=2.240905731.1623689785.1661775245-400372259.1654163320
- 152 Nations Unies (2018), *Adopting Resolution 2417 (2018), Security Council Strongly Condemns Starving of Civilians, Unlawfully Denying Humanitarian Access as Warfare Tactics*. <https://www.un.org/press/en/2018/sc13354.doc.htm>
- 153 E. Farr, L. Finnigan, J. Grace et M. Truscott (2022), *Un retard dangereux 2 : Le coût de la négligence*, op. cit.
- 154 V. Infante (2021), *Transformer les systèmes qui engendrent fragilité et crises humanitaires : La programmation dans le cadre du nexus*. Oxfam. DOI : 10.21201/2021.7659. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/transforming-the-systems-that-contribute-to-fragility-and-humanitarian-crises-p-621203/>
- 155 Oxfam (2022), *Quand la souffrance rapporte gros*, op. cit.
- 156 Oxfam (18 mars 2022), *Some governments contemplating raids on aid funds earmarked for other crises to pay for new costs of Ukrainian support*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/some-governments-contemplating-raids-aid-funds-earmarked-other-crises-pay-new-costs>
- 157 Voir Oxfam International (7 juin 2022), *800 % d'augmentation des besoins financiers humanitaires liés à des catastrophes climatiques extrêmes ces 20 dernières années*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/fr/communiques-presse/800-daugmentation-des-besoins-financiers-humanitaires-lies-des-catastrophes>

- 158 Y. Ahmad et E. Carey (2022), *How COVID-19 and Russia's war of aggression against Ukraine are reshaping official development assistance (ODA)*. OCDE. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/223ac1dd-en/index.html?itemId=/content/component/223ac1dd-en>
- 159 L'appel de fonds pour la Syrie s'élève à 4,4 milliards de dollars, pour le Yémen à 4,3 milliards de dollars, pour le Nigeria à 1,1 milliard de dollars et pour le Soudan du Sud à 1,7 milliard de dollars, soit un total de 11,5 milliards de dollars. Source : Financial Tracking Service du Bureau OCHA (2022), *Appeals and response plans 2022*. <https://fts.unocha.org/appeals/overview/2022>
- 160 Oxfam (2022), *Quand la souffrance rapporte gros*, op. cit.
- 161 CILSS (2022), *Au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun : Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë courante en mars-mai 2022 et projetée en juin-août 2022*. https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/ch/Fiche_comunicaion_R%C3%A9gion_SAO_MAR_S2022_VF.pdf
- 162 CEDEAO, FAO et PAM (2022), *Assessment of the Risks and Impact of the Russian-Ukrainian Crisis on Food Security in the ECOWAS Region – Key findings, June 2022*. <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/assessment-risks-and-impact-russian-ukrainian-crisis-food-security-ecowas-region-key-findings-june-2022>
- 163 AGRO (2021), *Sénégal : la production céréalière a atteint 3,64 millions de tonnes en 2020/2021*. Agence Ecofin. [https://www.agenceecofin.com/cereales/3004-87750-senegal-la-production-cerealiere-a-atteint-3-64-millions-de-tonnes-en-2020/2021#:~:text=C%C3%A9r%C3%A9ales-S%C3%A9n%C3%A9gal%20la%20production%20c%C3%A9r%C3%A9ali%C3%A8re%20a%20atteint%203%2064%20millions,de%20tonnes%20en%202020%2F2021&text=\(Agence%20Ecofin\)%20%2D%20Au%20S%C3%A9n%C3%A9gal,secteur%20agricole%20continue%20de%20c](https://www.agenceecofin.com/cereales/3004-87750-senegal-la-production-cerealiere-a-atteint-3-64-millions-de-tonnes-en-2020/2021#:~:text=C%C3%A9r%C3%A9ales-S%C3%A9n%C3%A9gal%20la%20production%20c%C3%A9r%C3%A9ali%C3%A8re%20a%20atteint%203%2064%20millions,de%20tonnes%20en%202020%2F2021&text=(Agence%20Ecofin)%20%2D%20Au%20S%C3%A9n%C3%A9gal,secteur%20agricole%20continue%20de%20c)
- 164 Sénégal Politique (1er décembre 2021), *Entretien avec Malick Ciré Sy, Conseiller municipal à Diourbel (Agriculture)*. Entretien podcasté en français. <https://senegalpolitique.org/entretien-avec-malick-cire-sy-conseiller-municipal-a-diourbel-agriculture/>
- 165 C. Cosset (7 juin 2022), *Sénégal : les meuniers de Dakar font la grève de la farine*. RFI. <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/afrique-%C3%A9conomie/20220606-s%C3%A9n%C3%A9gal-les-meuniers-de-dakar-font-la-gr%C3%A8ve-de-la-farine>
- 166 M. Kapur (19 octobre 2021), *India's granaries are overflowing, but it still has a hunger problem*. Quartz India. <https://qz.com/india/2075116/indias-rank-on-the-global-hunger-index-is-low-despite-food-stock/>
- 167 Global Nutrition Report (2018), *Global Nutrition Report 2018: Shining a light to spur action on nutrition*. <https://globalnutritionreport.org/reports/global-nutrition-report-2018/>
- 168 Global Hunger Index (2021), *India*. <https://www.globalhungerindex.org/india.html>
- 169 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2020), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable*. <https://www.fao.org/3/ca9692fr/online/ca9692fr.html#>
- 170 S. Singh, S. Srivastava et A. K. Upadhyay (2019), *Socio-economic inequality in malnutrition among children in India: an analysis of 640 districts from National Family Health Survey (2015–16)*. *International Journal for Equity in Health*, 18, 203. <https://equityhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12939-019-1093-0#:~:text=Despite%20India's%2050%25%20increase%20in,in%20India%20is%20economic%20inequality>
- 171 P. Salve (25 octobre 2017), *Caste, Father's Education, Sanitation Affect Child Malnutrition: New Data*. IndiaSpend. [https://www.indiaspend.com/caste-fathers-education-sanitation-affect-child-malnutrition-new-data-36560#:~:text=The%20NIN%20study%20showed%20that,by%20scheduled%20tribes%20\(32.4%25\)](https://www.indiaspend.com/caste-fathers-education-sanitation-affect-child-malnutrition-new-data-36560#:~:text=The%20NIN%20study%20showed%20that,by%20scheduled%20tribes%20(32.4%25))
- 172 Indian Express (23 mars 2022), *Surge in fertilizer prices, amid crisis in Ukraine, affects India. But it can act to mitigate the impact on farmers*. <https://indianexpress.com/article/opinion/editorials/war-and-prices-russia-ukraine-indian-farmers-7831789/>
- 173 P. Chatterjee (2021), *Agricultural Reform: farmers vs. the state*. *The Lancet*, avril 2021. [https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(21\)00060-7/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(21)00060-7/fulltext)

- 174 S. Narayanan (2020), *How India's agrifood supply chains fared during the COVID-19 lockdown: from farm to fork*. Blog de l'IFPRI. <https://www.ifpri.org/blog/how-indias-agrifood-supply-chains-fared-during-covid-19-lockdown-farm-fork>
- 175 P. Rampal (2022), *A roadmap to sustainable food security*. Observer Research Foundation (ORF). https://www.orfonline.org/expert-speak/roadmap-sustainable-food-security/#_ednref12
- 176 D. Chaudhuri et P. Ghosh (2020), *Global Hunger Index: Why is India trailing?* Down To Earth. <https://www.downtoearth.org.in/blog/food/global-hunger-index-why-is-india-trailing--73920>
- 177 Ibid. ; Azim Premji University (2022), *Bengaluru Covid Impact Survey*. <https://cse.azimpremjiuniversity.edu.in/cse-surveys-bengaluru-covid-impact-survey/>
- 178 S. Bera (2 mai 2022), *The Russia-Ukraine war is making Indians poorer and hungrier*. Al Jazeera. <https://www.aljazeera.com/economy/2022/5/2/the-russia-ukraine-war-is-making-indians-poorer-and-hungrier>
- 179 A. Narain (15 juin 2022), *Impact of Russia's War in Ukraine on India's Food Insecurity*. South Asian Voices. <https://southasianvoices.org/the-impact-of-russias-war-in-ukraine-on-indias-food-insecurity/>
- 180 Deccan Herald/Reuters (16 mai 2022), *What India's u-turn on wheat exports means for the world markets*. <https://www.deccanherald.com/business/economy-business/what-indias-u-turn-on-wheat-exports-means-for-world-markets-1109769.html>
- 181 A. Narain (2022), *Impact of Russia's War in Ukraine on India's Food Insecurity*, op. cit.
- 182 Ibid.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 21 organisations qui travaillent avec leurs partenaires et alliés pour aider des millions de personnes à travers le monde. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd'hui et sur le long terme, pour un futur à égalité. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (lac.oxfam.org/countries/colombia)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org),

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

KEDV (www.kedv.org.tr)